



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/45/12
9 mars 2005

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quarante-cinquième réunion
Montréal, 4 – 8 avril 2005

**ETUDE THEORIQUE APPROFONDIE SUR L'ÉVALUATION
DES PLANS NATIONAUX D'ÉLIMINATION**

TABLE DES MATIERES

I.	Introduction	3
I.1	Objectif	3
I.2	Informations générales.....	3
II.	Démarche de l'étude théorique.....	5
III.	Aperçu de la situation actuelle	8
III.1	Plans approuvés	8
III.2	Résultats concernant la conformité.....	8
III.3	Volumes de financement et rapport coûts/avantages.....	9
IV.	Questions relatives aux résultats	13
IV.1	Elaboration de la politique générale	13
IV.2	Retards de mise en œuvre	13
IV.3	Taux de décaissements.....	15
V.	Résultats de deux études de cas.....	16
VI.	Communication des données, surveillance et vérification	17
VI.1	Communication des données et surveillance	17
VI.2	Vérification	18
VII.	Plan de travail pour l'évaluation lors des visites sur le terrain.....	20
VII.1	Organisation des visites sur le terrain	20
VII.2	Pays à visiter	21
VII.3	Questions sur lesquelles portera l'évaluation des nouvelles modalités	21

Annexe I Plans nationaux et sectoriels d'élimination

Annexe II Liste des questions complémentaires

I. Introduction

I.1 Objectif

1. Cette évaluation a pour objectif de passer en revue les expériences acquises jusqu'à présent avec l'application des nouvelles modalités (plans nationaux d'élimination, plans sectoriels et plans de gestion de l'élimination finale (PGEF)) afin de voir si les avantages attendus ont été acquis et, dans ce cas, s'ils demeurent utiles et pertinents, ou bien nécessitent ajustement ou actualisation.

2. La présente étude théorique a pour but de faire participer les agences d'exécution et bilatérales à l'élaboration de cette évaluation et d'obtenir des informations en retour du Comité exécutif sur les questions et la démarche proposées pour cette évaluation. Pendant et après la réunion interinstitutions qui s'est tenue à Montréal les 2 et 3 février 2005, les agences d'exécution ont présenté leurs observations sur les principales questions et sur leurs expériences. Dans une deuxième phase, on suggère d'organiser des visites sur place dans un choix de pays.

I.2 Informations générales

3. Les accords de financement fondés sur les résultats pour l'élimination des SAO introduits en tant que modalité en 1997 constituent de plus en plus le moyen retenu par les pays visés à l'article 5 pour gérer leurs programmes nationaux ou sectoriels d'élimination des SAO. Les décisions 35/56 et 35/57 précisent les exigences de réductions permanentes des niveaux de consommation nationale globale. Plusieurs autres décisions ont été prises par le Comité exécutif au sujet de la préparation, de la mise en œuvre et de la gestion des plans d'élimination fondés sur les résultats.

4. Etant donné que l'avantage des plans d'élimination fondés sur les résultats consiste à faire correspondre l'engagement de financement du Comité exécutif avec l'engagement des pays concernés à respecter les obligations prescrites par le Protocole de Montréal, il est indispensable que les objectifs de rendement de ces plans soient conformes aux calendriers d'élimination des diverses substances réglementées, ou même aillent au-delà. Les plans qui ont été élaborés et mis en œuvre jusqu'à ici présentent un bon nombre d'aspects semblables et convergents, bien que sous certains autres, des divergences apparaissent tant du point de vue de la forme que du fond. Ces plans sont maintenant devenus la modalité de financement prédominante, et les Lignes directrices pour la préparation, la mise en œuvre et la gestion des plans sectoriels et nationaux d'élimination des SAO sur la base de leur performance ont été mises au point par le Comité exécutif à sa 38^{ème} réunion pour donner un cadre formel aux expériences et enseignements tirés de l'application de cette modalité de financement.

5. La démarche projet par projet a été en grande partie axée sur les agences d'exécution, c'est-à-dire que de nombreuses activités sont/ont été identifiées, élaborées, exécutées et notifiées par les agences d'exécution en collaboration avec les intermédiaires financiers dans le cas de la Banque mondiale. L'approche mettant en jeu un plan sectoriel ou national d'élimination a été introduite dans le contexte de la planification stratégique, associant des interventions avec ou sans investissements. Ainsi, les pays ont eu toute latitude pour dessiner le cadre des leurs plans

de travail annuels, la meilleure formule réunissant investissements, assistance technique, activités de formation et mesures concrètes pour remplir leurs obligations en matière d'élimination des SAO. Ainsi a été créé un changement d'orientation majeur en faveur d'une plus grande la responsabilisation de chaque pays à la réalisation de leurs plans.

6. Les plans nationaux d'élimination (PNE), ainsi que ce qu'on appelle les plans de gestion de l'élimination finale (PGEF) pour les pays à faible taux de consommation de SAO, sont par définition plurisectoriels, comprennent souvent un grand nombre de PME dans le secteur des services, orientés sur les résultats, l'indemnisation se faisant sur la base de la consommation totale de CFC (au lieu de celle de chaque entreprise), exigent une série de mesures coordonnées d'ordre politique et réglementaire, et prévoient des activités d'investissement et des éléments d'assistance technique. Le Comité exécutif a introduit les plans de gestion de l'élimination finale (PGEF) afin de remplacer les actualisations des plans de gestion des frigorigènes (PGF) pour les pays à faible taux de consommation de SAO souhaitant parvenir à une élimination accélérée. En ce qui concerne les plans nationaux d'élimination, l'élimination des CFC dans le secteur des services est réalisée grâce aux éléments d'assistance technique et d'investissements mis à la disposition d'un grand nombre de magasins d'entretien ; aux incitations juridiques et économiques pour les magasins d'entretien et les utilisateurs finals ; à l'assistance technique apportée aux agences gouvernementales intéressées afin de renforcer leur capacité de mise en œuvre, à la sensibilisation du public et à d'autres programmes de vulgarisation.

7. Grâce aux plans nationaux d'élimination (PNE) et aux plans de gestion de l'élimination finale (PGEF), la mise en œuvre quotidienne devient la responsabilité des pays. Outre l'appui à l'unité nationale d'ozone (UNO), le Fonds multilatéral apporte une aide à une unité de gestion de projet afin de consolider l'administration du projet, sa surveillance et son évaluation, et une définition claire des responsabilités et des obligations de rendre compte. Ces unités de gestion, qui peuvent soit être de nouvelles entités distinctes, soit faire partie de l'unité nationale d'ozone assument la responsabilité totale de la mise en œuvre quotidienne des plans d'élimination. Le rôle des agences d'exécution se réduit à : surveiller le déroulement global de l'exécution des programmes annuels ; organiser la vérification des résultats et des comptes ; préserver les ressources du Fonds multilatéral (les fonds décaissés par rapport aux justificatifs de dépenses pour les coûts autorisés) ; et fournir le cas échéant des directives sur la politique à mener ou dans le domaine technique. En réalité, ce transfert de responsabilités prend du temps et des efforts, et les agences d'exécution, notamment le PNUD et l'ONUDI, jouent souvent encore un rôle très actif s'agissant de l'acquisition du matériel, des décaissements des fonds, du suivi financier, des interventions en cas de problème technique, et de la médiation entre parties prenantes.

8. Les plans nationaux d'élimination (PNE) comportent deux parties : un accord officiel et le programme annuel des activités. Cet accord doit comprendre des objectifs de résultats, des indicateurs d'efficacité et des calendriers de décaissements ; des données sur les importations et la consommation ; la fin des projets d'investissement et l'élimination associée, l'exécution et la mise en œuvre des mesures gouvernementales et autres indicateurs quantifiables. Le financement est décaissé en tranches annuelles compte dûment tenu de la réalisation des objectifs de résultats, vérifiés par les autorités nationales de vérification des comptes qui ne participent pas à l'exécution des plans ; de la présentation de programmes annuels pour la période suivante et de la confirmation de l'exécution des activités figurant dans les précédents programmes annuels.

Cet accord définit aussi le moment où doit être présenté un rapport sur la vérification indépendante que l'objectif a été atteint et celui où doivent être présentés les programmes annuels, ainsi que les éléments suivants : nouvelles affectations de fonds considérées comme des changements majeurs et qui doivent être examinées par le Comité exécutif ; fourniture d'une évaluation à mi-parcours effectuée par l'Administrateur principal, Surveillance et évaluation, du Secrétariat du Fonds ; dispositions applicables en cas de non-accomplissement des engagements ; réduction de la subvention égale à deux fois le rapport coûts/avantages moyen des plans pour chaque kilogramme de consommation de CFC qui dépasse l'objectif ; et présentation des programmes annuels 12 semaines avant la réunion du Comité exécutif.

9. Les observations émanant des agences d'exécution montrent que les nouvelles modalités offrent des stratégies d'élimination parfaitement formulées associant des projets d'investissement ou autres, des mesures et des réglementations à mesure qu'elles deviennent nécessaires, avec également un calendrier précis pour les objectifs d'élimination et les tranches de financement associées. Elles notent également que ces PNE/PGEF créent une perspective à long terme là où elle est probablement le plus nécessaire, c'est-à-dire dans le secteur des services.

10. Elles montrent également que les plans sont mis au point avec la pleine participation des parties prenantes, ce qui favorise les engagements préalables de tous vis-à-vis de la route à suivre, des attentes et des obligations. Ceci augure bien du problème de l'adhésion du pays, de sa détermination et des possibilités de pérenniser les résultats. La conformité effective sera vraisemblablement atteinte grâce aux mesures d'application prises par les gouvernements, et à la participation active de l'industrie à l'élaboration du plan (leurs achats) et aux mesures de mise en œuvre (par l'intermédiaire d'associations, d'accords volontaires, etc.). L'enveloppe de fonds prévisibles constitue l'incitation à changer de comportement et à prendre conscience du coût d'un échec.

11. Les plans nationaux d'élimination (PNE) sont conçus dans le but de garantir la pérennité de l'élimination. Toutefois, cela ne s'ensuit pas automatiquement. L'agence d'exécution doit appuyer l'unité de gestion et l'unité nationale d'ozone pour mettre au point et faire appliquer la législation et la réglementation nécessaires. Elle doit veiller à ce que le PNE soit intégré dans les plans et politiques du pays. Il faudra peut-être établir une collaboration avec d'autres agences pour aider ces deux entités à parvenir à leur objectif. Par conséquent, les PNE fournissent également la possibilité aux agences d'exécution de travailler ensemble, notamment avec les équipes du PAC dans les régions, mais, d'autre part, un trop grand nombre d'acteurs pourrait intensifier la densité de l'aide au-delà d'un niveau utile.

II. Démarche de l'étude théorique

12. La présente étude a examiné les documents et les rapports à la disposition du Secrétariat en vue d'évaluer :

- a) dans les pays ayant des PNE, la situation en matière de conformité s'agissant des exigences en matière d'élimination et de communications des données ;

- b) tout risque décelable qu'un pays ne parvienne pas à se conformer aux obligations actuelles ou futures de réduction des SAO ;
- c) les résultats généraux de l'élimination par rapport à ce qui est prescrit dans les accords entre le pays et le Comité exécutif ;
- d) quelles sont les raisons des retards apportés à l'approbation des programmes annuels d'activités et des tranches de financement, afin d'évaluer le risque que les objectifs de l'accord ne soient pas atteints au cours des prochaines années ;
- e) si les activités se déroulent bien selon l'ordre indiqué, et si ce n'est pas le cas, pourquoi. (dans la mesure du possible, en analysant les rapports annuels, et ensuite sur la base des visites sur le terrain) ;
- f) la situation en matière de décaissements et les causes probables de la faiblesse du taux de décaissement par rapport aux fonds approuvés ;
- g) toute observation éventuelle relative à l'efficacité des cadres institutionnels requis par les lignes directrices et à l'expérience pratique acquise grâce à eux (division du travail et coordination entre les unités de gestion/UNO, l'agence financière intermédiaire/d'exécution, le comité directeur/comité national de l'ozone) ;
- h) autant que possible, si ces infléchissements de modalité ont permis une amélioration de la coordination et de la communication ;
- i) si un PNE offre une meilleure modalité que les investissements ou les projets comportant plusieurs éléments destinés aux PME et au secteur des services ;
- j) la répartition des responsabilités, le suivi et la mesure des résultats, si la pérennité des résultats est bien comprise et comment il y est contribué ;
- k) les rôles et responsabilités des centres de coordination désignés et leur contribution ;
- l) si, au sein des cadres de gestion, sont bien établies la question de la responsabilisation aux bons endroits et au bon niveau, permettant ainsi d'optimiser au maximum les possibilités d'obtenir des résultats durables ;
- m) la qualité des données et des rapports, et s'il est possible de déceler les raisons des variations constatées entre les rapports et les données des diverses agences d'exécution ;
- n) si les systèmes nécessaires d'octroi de licences d'importations/exportations sont en place et s'il existe des preuves d'une application bien informée ;
- o) si un rapprochement a été effectué entre les données émanant des douanes, des UNO et des importateurs ;

- p) le niveau de coopération et d'échange d'informations entre les pays importateurs et exportateurs, et, dans la mesure du possible, la conformité avec les niveaux des autorisations ;
- q) si les systèmes de récupération et recyclage sont actifs, si le matériel fourni est utilisé, et dans quelle mesure ;
- r) les modalités de vérification utilisées pour vérifier la consommation en contrôlant les méthodes utilisées, ainsi que l'indépendance et les qualifications des vérificateurs ;
- s) la qualité, la régularité et l'uniformité des rapports annuels ;
- t) si les lignes directrices pour la préparation des PNE sont utiles ou si elles ont besoin d'être actualisées.

13. La présente étude théorique comprend l'examen de 37 « dossiers de pays », chacun contenant les documents suivants (voir Tableau 8 de l'annexe I):

- a) Accords concernant les plans nationaux ou sectoriels d'élimination ;
- b) Les documents du projet présentés par l'agence d'exécution, avec les rapports sur l'exécution annuelle du programme ;
- c) La fiche d'évaluation du projet pour chaque programme annuel ;
- d) Les observations sur le rapport périodique pour chaque projet du plan.

14. En outre, plusieurs tableaux récapitulatifs et résumés statistiques utilisant les données du rapport périodique et de l'Inventaire ont également été examinés, analysés et comparés avec la documentation particulière à un pays.

15. Des projets de rapport national d'évaluation sur les systèmes de permis, la formation des douaniers et les PNE des Philippines et de la Thaïlande ont été consultés. Ils fournissent une image à jour de l'état actuel de la mise œuvre, des expériences acquises jusqu'à présent, et des méthodes mises au point pour parvenir aux prochains objectifs des calendriers d'élimination convenus.

16. Ces rapports sur les pays, avec d'importantes parties sur les PNE, ainsi que des rapports semblables sur la Turquie et le Soudan sont disponibles sous forme de documents sur papier, et placés sur le site Intranet du Secrétariat dans la section relative au Comité exécutif, Bibliothèque des documents d'évaluation, Evaluation de la formation des douaniers.

17. Il est admis qu'un grand nombre des questions énumérées ci-dessus ne peuvent pas être évaluées correctement étant donné l'information limitée dont on dispose dans les documents mis à la disposition du Secrétariat. Toutefois, l'objectif primordial d'une étude théorique est de recenser les principales questions d'évaluation à aborder en ayant recours à des visites sur le terrain, avant de formuler des conclusions et des recommandations.

III. Aperçu de la situation actuelle

III.1 Plans approuvés

18. A la fin de 2004, 64 plans nationaux ou sectoriels avaient été approuvés pour 44 pays (voir Tableau 7 de l'annexe I). Les caractéristiques sont les suivantes :

- a) Il y a des plans d'élimination des SAO dans 11 pays ; des plans d'élimination des CFC dans 23 pays ; des plans d'élimination du CTC dans 3 pays ; et des plans sectoriels d'élimination dans 12 pays ;
- b) 37 pays ont des PNE (26) et des PGEF (11) en cours ;
- c) Sur les 26 plans nationaux, 10 concernent l'élimination des SAO, 13 celle des CFC et 3 celle du CTC ;
- d) Sur les 11 PGEF, 10 concernent l'élimination des CFC et 1 les SAO ;
- e) Il y a 23 plans sectoriels (pour l'élimination des solvants dans 5 pays ; des mousses, dans 6 pays ; de la réfrigération, dans 5 pays ; des halons, dans 2 pays ; du tabac, dans 1 pays ; des agents de transformation, dans 1 pays ; un plan accéléré dans 1 pays ; et pour l'élimination des aérosols dans 2 pays).

III.2 Résultats concernant la conformité

19. D'après la documentation disponible, 2 pays ayant des plans concernant les CFC et le méthylchloroforme ne sont pas en conformité avec la mesure de réglementation respective :

- a) La Bosnie-Herzégovine pour 2002 et 2003 s'agissant du gel des CFC (dû au 1 juillet 1999). La Bosnie-Herzégovine a présenté à la 15^{ème} réunion des Parties en novembre 2003 un plan d'action avec des données de référence fermes et précises pour garantir un retour rapide à la conformité ; ce plan a été accepté (décision XV/30) et pris en compte pour le plan d'élimination qui a été approuvé à la 41^{ème} réunion du Comité exécutif en décembre 2003 ;
- b) Le Bangladesh et la Bosnie-Herzégovine pour 2003 s'agissant du gel du méthylchloroforme (dû au 1 janvier 2003). Ces deux pays ont été priés de présenter avant la 16^{ème} réunion des Parties en novembre 2004 des explications concernant leur consommation excessive, accompagnées de plans d'actions comportant des jalons fermes et précis pour garantir un retour rapide à la conformité (décision XVI/20).

20. Quatorze pays risquent de se trouver dans une situation de non-conformité, car les derniers chiffres notifiés de consommation de SAO sont supérieurs aux objectifs de réduction fixés pour 2005 :

- a) Cinq pays (Bosnie-Herzégovine, Cuba, Equateur, Iran et Pérou) pour ce qui est de la réduction de 50% des CFC au 1 janvier 2005 ;
- b) Le Bangladesh et la Bosnie-Herzégovine pour ce qui est de la réduction de 30% du méthylchloroforme au 1 janvier 2005 ;
- c) Neuf pays (Albanie, Argentine, Bangladesh, Chine, Inde, R.P.D. de Corée, Pakistan, Sri Lanka et Soudan) pour ce qui est de la réduction de 85% du CTC au 1^{er} janvier 2005.

21. Ni les documents de projets, ni les rapports annuels ne contiennent d'information sur les risques découlant de la réalisation du calendrier de mise en œuvre qui devraient être surveillés de très près.

III.3 Volumes de financement et rapport coûts/avantages

22. Le tableau 1 ci-après donne la liste des plans nationaux et sectoriels d'élimination approuvés, y compris les fonds approuvés en principe, la consommation de SAO à éliminer et le rapport coûts/avantages qui en résulte. Les tranches annuelles approuvées jusqu'ici en vertu de ces accords figurent au tableau 6 de l'annexe I.

Pays	Agence	Sous-secteur	Fonds approuvés en principe (\$US)	Elimination de la consommation (tonnes PAO)	Rapport coûts/avantages de la consommation (\$US/kg)	Elimination de la production (tonnes PAO)
Albanie	PNUE/ONUDI	Plan d'élimination des SAO	653 125	68,0	9,6	0,0
Antigua-et-Barbuda	BIRD	Plan d'élimination des CFC	97 300	1,8	54,1	0,0
Argentine	ONUDI	Plan d'élimination des CFC	7 360 850	1 809,5	4,1	0,0
Bahamas	BIRD	Plan d'élimination des CFC	560 000	66,0	8,5	0,0
Bangladesh	PNUD/PNUE	Plan d'élimination des SAO	1 355 000	267,6	5,1	0,0
Bosnie-Herzégovine	ONUDI	Plan d'élimination des SAO	864 160	121,1	7,1	0,0
Brésil	PNUD/Allemagne	Plan d'élimination des CFC	26 700 000	5 801,0	4,6	0,0
Chine	Etats-Unis	Plan sectoriel – Plan élimination accélérée	10 000 000	0,0		0,0
Chine	ONUDI/Italie	Plan sectoriel – Fabrication matériel réfrigération	7 360 530	1 099,0	6,7	0,0

Tableau 1: Vue d'ensemble des plans nationaux et sectoriels d'élimination 1)						
Pays	Agence	Sous-secteur	Fonds approuvés en principe (\$US)	Elimination de la consommation (tonnes PAO)	Rapport coûts/avantages de la consommation (\$US/kg)	Elimination de la production (tonnes PAO)
		domestique				
Chine	BIRD	Plan sectoriel - Mousses	53 846 000	14 143,0	3,8	0,0
Chine	BIRD	Plan sectoriel - Halons	62 000 000	24 480,0	2,5	30 060,0
Chine	BIRD	Plan sectoriel – Agents de transformation	65 000 000	11 160,2	5,8	51 935,0
Chine	ONUDI/Japon	Plan sectoriel – Entretien matériel réfrigération	7 885 000	3 902,0	2,0	0,0
Chine	PNUD	Plan sectoriel - Solvants	52 000 000	4 031,0	12,9	0,0
Chine	ONUDI	Plan sectoriel - Tabac	11 000 000	1 090,0	10,1	0,0
Colombie	PNUD	Plan d'élimination des SAO	4 500 000	805,9	5,6	0,0
Croatie	ONUDI/Suède	Plan d'élimination des CFC	379 700	98,0	3,9	0,0
Cuba	Allemagne/France /Canada/PNUD	Plan d'élimination des SAO	2 145 000	361,6	5,9	0,0
Equateur	BIRD	Plan d'élimination des CFC	1 689 800	246,0	6,9	0,0
Inde	BIRD/France/ Allemagne/Japon	Plan d'élimination du CTC	52 000 001	11 505,0	4,5	11 553,0
Inde	PNUD	Plan sectoriel - Mousses	5 424 577	639,0	8,5	0,0
Inde	BIRD	Plan sectoriel - Halons	2 600 000	556,0	4,7	321,0
Inde	PNUD/ONUDI	Plan sectoriel – Fabrication matériel réfrigération	3 609 186	535,0	6,7	0,0
Inde	Allemagne/Suisse /PNUE/PNUD	Plan sectoriel – Entretien matériel réfrigération	6 338 120	848,0	7,5	0,0
Indonésie	BIRD/PNUD	Plan sectoriel – Aérosols	595 910	150,0	4,0	0,0
Indonésie	BIRD	Plan sectoriel - Mousses	2 957 564	352,0	8,4	0,0
Indonésie	BIRD	Plan sectoriel - réfrigération climatis. automobile	4 317 000	915,0	4,7	0,0
Indonésie	PNUD	Plan sectoriel – Fabrication matériel Réfrigération	6 398 000	1 141,0	5,6	0,0
Indonésie	PNUD	Plan sectoriel – Entretien matériel réfrigération	4 912 300	1 072,0	4,6	0,0

Tableau 1: Vue d'ensemble des plans nationaux et sectoriels d'élimination 1)

Pays	Agence	Sous-secteur	Fonds approuvés en principe (\$US)	Elimination de la consommation (tonnes PAO)	Rapport coûts/avantages de la consommation (\$US/kg)	Elimination de la production (tonnes PAO)
Indonésie	ONUDI	Plan sectoriel - Solvants	1 464 733	100,1	14,6	0,0
Iran	Allemagne/France/PNUE/PNUD/ONUDI	Plan d'élimination des CFC	11 250 000	1 708,5	6,6	0,0
Jamaïque	PNUD/Canada	Plan d'élimination des CFC	380 000	59,5	6,4	0,0
Jordanie	BIRD/ONUDI	Plan d'élimination des SAO	1 000 000	198,4	5,0	0,0
Kenya	France	Plan d'élimination des CFC	725 000	138,8	5,2	0,0
RPD de Corée	ONUDI	Plan d'élimination du CTC	5 684 844	1 634,2	3,5	0,0
RPD de Corée	ONUDI	Plan sectoriel - Réfrigération	1 365 011	56,0	24,0	0,0
Liban	PNUD	Plan d'élimination des CFC	2 091 420	417,0	5,0	0,0
Lesotho	Allemagne	Plan d'élimination des CFC	127 300	2,6	49,0	0,0
Libye	ONUDI	Plan d'élimination des CFC	2 497 947	450,5	5,5	0,0
Malaisie	BIRD	Plan d'élimination des SAO	11 517 005	1,910,5	6,0	0,0
Maurice	Allemagne	Plan d'élimination des SAO	212 030	4,0	53,0	0,0
Mexique	ONUDI	Plan d'élimination des CFC	8 794 500	1 535,0	5,7	0,0
Namibie	Allemagne	Plan d'élimination des CFC	252 500	12,0	21,0	0,0
Nigeria	PNUD/ONUDI	Plan d'élimination des CFC	13 130 786	2 489,7	5,3	0,0
Nigeria	ONUDI	Plan sectoriel - Solvants	1 575 200	198,0	8,0	0,0
Pakistan	ONUDI	Plan d'élimination du CTC	2 745 665	489,0	5,6	0,0
Panama	PNUD/PNUE	Plan d'élimination des CFC	993 152	168,4	5,9	0,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Allemagne	Plan d'élimination des CFC	700 000	35,0	20,0	0,0
Philippines	BIRD/Suède	Plan d'élimination des CFC	10 575 410	1 749,3	6,0	0,0
Serbie and Monténégro	ONUDI/ Suède	Plan d'élimination des CFC	2 742 544	327,0	8,4	0,0
Sri Lanka	PNUE/Japon	Plan d'élimination des SAO	1 015 000	152,6	6,7	0,0
Soudan	ONUDI	Plan d'élimination des SAO	1 139 480	217,4	5,2	0,0
Thaïlande	BIRD	Plan d'élimination des	14 728 626	3 107,5	4,7	0,0

Tableau 1: Vue d'ensemble des plans nationaux et sectoriels d'élimination 1)						
Pays	Agence	Sous-secteur	Fonds approuvés en principe (\$US)	Elimination de la consommation (tonnes PAO)	Rapport coûts/avantages de la consommation (\$US/kg)	Elimination de la production (tonnes PAO)
		SAO				
Trinité-et-Tobago	PNUD	Plan d'élimination des CFC	460 000	77,0	6,0	0,0
Turquie	BIRD	Plan d'élimination des CFC	9 000 000	977,0	9,2	0,0
Venezuela	ONUDI	Plan d'élimination des CFC	6 240 555	1 035,0	6,0	0,0
Zimbabwe	Allemagne	Plan d'élimination des CFC	280 000	0,0		0,0
Total			517 237 831	106 515	Moyenne(2) 9,6	93 869

(1) Pour les pays à faible taux de consommation de SAO, les plans d'élimination sont également intitulés Plans de gestion de l'élimination finale (PGEF).

(2) Moyenne arithmétique. Le rapport coûts/avantages moyen pondéré pour tous les plans (tous les fonds approuvés en principe divisés par toute l'élimination de la consommation des SAO à obtenir) est de 4,86 \$US/kg de PAO.

23. Le rapport coûts/avantages est de 4,86 \$US/kg de PAO. Il varie considérablement selon les pays, avec de petits pays à faible taux de consommation de SAO tels que Antigua-et-Barbuda, Lesotho, Maurice et Namibie, avec des chiffres élevés d'un côté, et de l'autre, de grands plans sectoriels en Chine et dans d'autres grands pays, ainsi que des plans sectoriels pour les halons et le CTC avec des chiffres peu élevés. Il faut aussi se souvenir, lorsqu'on compare les différences de rapport coûts/avantages entre pays, que certains se trouvent dans des circonstances particulières, comme par exemple une élimination restante dans le secteur de la fabrication, ou des taux temporairement faibles de consommation en raison de conditions extraordinaires (R.P.D. de Corée). En général, pour ce qui est du secteur de l'entretien du matériel de réfrigération dans les pays qui n'ont pas de faible taux de consommation de SAO, le chiffre de 5 \$US le kilo de PAO de consommation restante a été approuvé, plus 10-12% pour la gestion, la surveillance et l'établissement de rapport par les unités de gestion ou les UNO. Certains pays à faible taux de consommation de SAO qui n'ont qu'un PGEF ont reçu un financement supérieur à celui qui a été attribué aux pays qui ont eu un plan de gestion des frigorigènes (PGF) suivi d'un PGEF. Finalement, comme indiqué plus haut, certains pays à très faible taux de consommation de SAO ayant une consommation restante très basse affichent un coût élevé par kilo à éliminer.

24. On trouvera au tableau 6 de l'annexe I un aperçu général et des données détaillées concernant les 64 plans nationaux ou sectoriels d'élimination relatifs à 44 pays (voir annexe I).

IV. Questions relatives aux résultats

IV.1 Elaboration de la politique générale

25. Les PNE et les PGEF ont pour but d'accélérer l'élaboration de mesures de politique générale et leur mise en œuvre sur le terrain. L'élaboration de cette politique est impulsée notamment par des considérations d'ordre économique, surtout pour le secteur industriel qui a besoin d'une aide financière pour effectuer la transition vers l'abandon des SAO. Ces plans renforcent aussi la sensibilisation des parties prenantes. Dans certains cas, ce sont les parties prenantes elles-mêmes qui ont vu qu'il fallait adopter de nouvelles politiques et réglementations en matière de SAO ou leur donner davantage d'importance. Les engagements précisés dans les accords officiels signés par les gouvernements ont facilité le travail des unités de gestion/UNO en accélérant l'application des réglementations nécessaires pour remplir les obligations et garantir les futures tranches de financement. Pour les mêmes raisons, il en est résulté une coopération entre les départements et le partage des bases de données qui, à leur tour, ont permis d'améliorer la surveillance et la mise en œuvre.

26. L'enveloppe convenue des financements prévisibles semble avoir facilité la coopération des parties prenantes et permis aux industries de s'engager sur un plan d'élimination spécifique parce qu'elles étaient assurées de bénéficier de conditions offrant des chances égales. Les industries semblent être mieux capables d'ajuster leur production et les consommateurs leurs habitudes de consommation lorsqu'une certitude règne quant au calendrier des activités et des conditions d'encadrement.

27. La réussite des plans d'élimination est proportionnelle à la manière dont les avantages attendus vont apparaître dans chaque pays utilisant les nouvelles modalités. Ceci dépendra à son tour du niveau d'une part, de la coopération entre les unités de gestion de projet, les UNO, les fonctionnaires gouvernementaux (environnement, agriculture et douanes notamment), les industriels, les centres de coordination et dans certains cas les ONG et les organisations à assise communautaire, et d'autre part de la perception de la répartition des attributions entre toutes ces parties prenantes. Il est possible que les plans d'élimination aient contribué à accroître l'efficacité, par une meilleure répartition dans le temps des politiques et des réglementations en matière de mise en œuvre, étant donné que le gouvernement est soumis de la part de toutes les parties prenantes à des pressions accrues pour s'acquitter des responsabilités découlant de l'accord d'élimination. Toutefois, cela ne sera pas nécessairement le cas dans tous les pays.

IV.2 Retards de mise en œuvre

28. Jusqu'à présent, l'objectif de réduction annuelle de consommation a toujours été atteint, et par conséquent, la clause pénale inscrite dans les accords n'a jamais été appliquée. Dans quelques cas, la présentation d'une demande de nouvelle tranche annuelle a été retardée de une ou deux réunions du Comité exécutif, soit parce que les activités n'étaient pas terminées comme prévu, soit parce que le rapport de vérification n'était pas prêt. Ce cas de figure s'est présenté par trois fois où la tranche suivante ayant été approuvée, mais le décaissement avait été retardé en attendant la présentation d'un rapport de vérification satisfaisant (voir le paragraphe 51 ci-après).

29. Dans certains pays, la situation est paradoxale en ce que l'élimination s'est achevée dans les délais, ou même plus rapidement, alors que les activités du plan, et en particulier les décaissements, se déroulent plus lentement que prévu. Il pourrait y avoir trois raisons à cela, qui méritent d'être examinées en détail au cas par cas :

- a) L'élimination prévue par des projets précédemment approuvés est réalisée et notifiée après que le PNE a commencé ;
- b) Plusieurs sociétés procèdent à l'élimination de leur propre initiative, probablement influencées par le marché ou l'évolution des technologies ;
- c) Les réorientations de la politique générale introduites avant ou pendant le déroulement du plan, tels que systèmes de permis, contingents d'importation, inspections douanières et surveillance plus strictes, fiscalité entraînant des modifications des prix respectifs des CFCs et des produits de remplacement.

30. Etant donné que de nombreuses raisons peuvent entraîner des retards de mise en œuvre sur lesquelles les agences d'exécution n'ont aucun pouvoir (par exemple : volonté politique, législation), il faudra voir avec les agences d'exécution et les UNO comment procéder à l'évaluation de l'efficacité des plans d'élimination. Comme ces plans en sont encore au début de leur mise en œuvre, tout ce qui aura été appris devra être appliqué rapidement si l'on veut en renforcer l'efficacité potentielle. Etant donné la grande diversité des conditions régnant dans les pays, l'analyse des raisons des retards devra se faire au cas par cas.

31. La démarche qui laisse l'initiative au pays et les réductions des coûts d'appui reçus des agences ont eu des conséquences sur les intermédiaires et les modalités de la mise en œuvre. Il faut noter que le Bureau des Nations Unies des services d'appui aux projets ne participe pas à la mise en œuvre des plans nationaux/sectoriels au nom du PNUD parce qu'il a demandé une commission de mise en œuvre de 8% , ce qui n'est plus possible. Au lieu de cela, les plans sont tous mis en œuvre par le pays, ce qui implique une collaboration plus étroite avec les bureaux de pays du PNUD ; l'unité du Protocole de Montréal a dû passer beaucoup de temps à les former pour effectuer le travail que le Bureau des Nations Unies des services d'appui aux projets avait l'habitude de faire par le passé. Des bureaux de gestion de projets ont été créés dans les plus grands pays (Inde, Nigeria, Brésil et Indonésie), ce qui a pris du temps et il a fallu recruter et nommer des coordinateurs régionaux et nationaux du PNUD.

32. La Banque mondiale a choisi dans certains pays des intermédiaires financiers nouveaux ou supplémentaires, mais leur rôle semble demeurer en grande partie le même qu'auparavant. La répartition du travail entre les intermédiaires financiers et les unités de gestion de projets nouvellement créées, et entre elles et les unités de l'ozone mérite d'être analysée plus avant, de même que les conséquences des nouvelles modalités adoptées pour ce qui est des méthodes de fonctionnement de l'ONUDI qui semblent être similaires à celles qui étaient utilisées auparavant.

33. Il faudra examiner de plus près la question de savoir si certains retards sont liés au fait que la plus grande partie de la consommation restante est due au secteur de l'entretien du matériel de réfrigération, principalement composé de petites entreprises, étant donné qu'elles sont géographiquement dispersées et qu'il sera difficile de les identifier et de les persuader de

changer. Certains rapports indiquent que chaque initiative et chaque décision exigent des consultations, des discussions, des accords et une coordination avec plusieurs parties prenantes au niveau local, ce qui prend plus de temps que de travailler individuellement avec des entreprises plus grandes.

34. Enfin, ces nouvelles modalités offrent la possibilité de contribuer à améliorer l'efficacité du travail du Comité exécutif, puisque ce dernier doit revoir un seul projet au lieu de plusieurs. Toutefois, si la mise en œuvre du plan devait rencontrer des difficultés, il pourrait devenir nécessaire d'avoir des entretiens approfondis avec le Comité exécutif, lorsque le financement des programmes d'activités annuels est demandé.

IV.3 Taux de décaissements

35. Depuis sa création en 1990, et jusqu'à la fin de 2004, le Comité exécutif a approuvé des projets pour un montant total de 1 597 303 204 \$US, et à la fin de 2003, 1 105 585 249 \$US avaient été décaissés (ces deux chiffres ne comprennent pas les coûts d'appui). Depuis 1997, 517 237 831 \$US ont été approuvés en principe pour des plans d'élimination nationaux et sectoriels ; de ce montant, 341 749 114 \$US ont été approuvés pour des tranches annuelles de financement, mais jusqu'à la fin de 2003, seulement environ 88 645 718 \$US, soit seulement 25,9% avaient été décaissés. Ceci soulève plusieurs questions préoccupantes. Il faut analyser si cela indique un problème de gestion, ou bien si les agences d'exécution ont reçu plus d'argent qu'elles ne peuvent gérer en raison de leurs effectifs, s'il y a absence d'affectation prioritaire (agence d'exécution ou pays), ou bien encore si les règles et procédures de fonctionnement interne des agences d'exécution ralentissent les recrutements et les acquisitions, par exemple, ou encore si les retards sont dus à l'exercice d'une gestion responsable de la part des agences d'exécution (qui ne débloqueraient pas les fonds tant que certaines conditions ne sont pas remplies à l'intérieur des pays), et par conséquent sont de nature temporaire, comme l'affirment les agences d'exécution. Il a fallu au cours de ces 2 ou 3 dernières années que les agences d'exécution passent à la vitesse supérieure pour appliquer les décisions du Comité exécutif, ce qui a entraîné de nouveaux moyens de mise en œuvre, en particulier pour le PNUD. Il faudra aussi aborder la question de savoir si tous les fonds approuvés seront nécessaires pour assurer la réalisation du calendrier d'élimination convenu, ce qui apparaîtra clairement une fois que l'élimination aura été achevée.

36. De toute manière, les décaissements sont liés, et c'est tout à fait juste, aux activités valables indiquées dans les programmes annuels, et le financement plus intensif nécessaire pendant la phase initiale de la plupart des accords ne devraient pas entraîner des décaissements pour des activités insuffisamment préparées trop gourmandes en matériel. Les activités prévues ensuite exigeront des décaissements notables, et devront être accélérées pour permettre aux pays d'atteindre en 2007 l'étape des réductions de 85% par rapport à la consommation de référence des CFC.

V. Résultats de deux études de cas

37. Récemment, une évaluation a été entreprise sur les PNE aux Philippines et en Thaïlande dans le cadre d'études de cas sur l'évaluation des projets concernant les systèmes de permis et la formation des agents des douanes. Fondés sur les résultats se dégageant des projets de rapports, les PNE des CFC contribuent notablement à la réduction de la consommation de CFC. En fait, la consommation de CFC avait baissé jusqu'à présent plus rapidement que ce qui était prévu dans les accords, et ces deux pays avaient déjà atteint en 2003 le niveau de 50% de réduction de chiffre de référence. Toutefois, les consultants ont noté que certains problèmes pourraient surgir lorsqu'il s'agira de parvenir à l'objectif de 85% de réduction d'ici 2007, en raison de l'existence d'un secteur non officiel étendu de PME assurant l'entretien des climatiseurs de salle et d'automobile, et de la demande croissante de frigorigènes résultant de l'essor économique général de ces pays.

38. En Thaïlande, un droit d'importation de 30% sur les CFC a fait augmenter d'autant les prix du marché et provoqué une baisse significative de la demande de CFC, alors qu'en même temps s'accroissait la demande pour des produits de substitution. Au contraire de la Thaïlande, les Philippines n'ont pas introduit de droits d'importation ni de droits d'accise sur les CFC. Ainsi, la réduction de la consommation est le résultat des restrictions des importations dans le cadre du système des permis et de plusieurs mesures techniques et éducatives interdépendantes plutôt qu'à la modification des rapports de prix, et à la création de cette manière de mesures incitatives ou dissuasives. Les Philippines ont fait ce choix afin d'éviter d'encourager un commerce illicite qu'il serait difficile de contrôler, étant donné les conditions géographiques particulières du pays. L'analyse de ces expériences ainsi que d'autres semblables constitue un élément important de l'évaluation si l'on veut bien comprendre les facteurs qui ont une influence sur l'efficacité de l'élimination.

39. A mesure que progresse le calendrier de l'élimination, c'est dans le secteur des services que se trouve la plus grande partie de la consommation restante. Les codes de bonnes pratiques et l'inspection obligatoire des climatiseurs de véhicules sont des éléments importants et utiles des PNE. Les subventions financières accordées aux magasins d'entretien des climatiseurs d'automobile pour l'achat d'un matériel d'entretien des climatiseurs d'automobile et de machines de récupération et recyclage (« système des coupons ») pourraient faciliter l'accélération du processus d'élimination des CFC, mais soulèveraient aussi plusieurs problèmes. Si on se fonde sur l'expérience acquise jusqu'à présent, seulement de petits volumes de frigorigènes sont récupérés par la plupart des magasins d'entretien, et les machines de récupération et recyclage devraient n'être fournies qu'aux ateliers ayant un potentiel important de récupération des CFC. Les subventions pour matériel dans le cadre des systèmes de coupons ne devraient généralement pas dépasser les contributions financières effectuées par les ateliers d'entretien eux-mêmes afin d'éviter de les encourager à demander un matériel qu'ils n'utilisent pas réellement régulièrement.

40. Il semble que le faible taux de décaissement des fonds, dans ces deux pays, soit dû, tout au moins en partie, au financement plus intensif de la phase initiale inscrite dans les accords. Le montant des fonds approuvés pour ces pays est supérieur à ce qu'ils sont capables de dépenser, étant donné les règles, procédures et sauvegardes mises en place par l'agence d'exécution. Les

efforts nécessaires pour créer des structures institutionnelles et de gestion appropriées et un cadre législatif, ainsi que pour obtenir une participation active des parties prenantes ont exigé plus de temps que prévu. Les futures études d'évaluation devront essayer de comprendre s'il s'agit d'un phénomène général et s'il est possible de mieux coordonner les affectations et les décaissements de fonds.

41. En 2003 et en 2004, les douanes ont saisi d'importantes quantités de CFC importés illégalement dans les deux pays. Ceci démontre l'efficacité des contrôles douaniers, mais indique également que la demande pour des CFC bon marché reste importante et que, par conséquent, on ne peut écarter la possibilité d'une augmentation de la contrebande. Les importations illégales sont encouragées par les différences de prix entre les CFC et les substances de remplacement, de même que par l'impossibilité de contrôler certaines frontières et, peut-être, par l'insuffisance des programmes de sensibilisation du public visant à encourager les utilisateurs finals à changer volontairement de comportement consommateur et à effectuer eux-mêmes un certain contrôle au sein du secteur. Ces aspects sont également des points essentiels qu'il serait bon d'examiner au cours des futures évaluations.

VI. Communication des données, surveillance et vérification

VI.1 Communication des données et surveillance

42. Les rapports annuels contiennent en général les informations requises sur les activités prévues et achevées. Ils ne donnent pas de détails sur le type de système de permis d'importation ou d'exportation en vigueur, sur l'existence éventuelle du rapprochement nécessaire entre les données d'importation et les informations détenues par les douanes, et sur l'exactitude de l'application des contrôles à l'importation. Pendant les visites sur le terrain, cette information sera recueillie et il sera possible de voir si elles peuvent être incluses dans les rapports annuels.

43. Alors que les rapports annuels indiquent parfois (mais pas toujours) si le matériel de récupération et recyclage a été fourni en temps utile, ou si un système de coupon est en place, ils ne semblent pas donner d'informations sur la question la plus importante, qui est de savoir si le matériel fourni est bien utilisé, et s'il ne l'est pas, quelles en sont les raisons (prix décourageant du produit chimique, absence de sanctions et d'application des règles) et quels remèdes sont envisagés.

44. En examinant le contenu des rapports, on ne trouve pratiquement pas d'explication pour les retards ou les anomalies signalés. Toutefois, comme indiqué plus haut, la Banque mondiale signale que des réunions ont régulièrement lieu avec les pays concernés (environ une fois par an) et que des missions d'examen périodiques, et dans certains cas, des ateliers régionaux sont organisés où il est possible d'examiner les plans de travail des PNE ou des PGEF, et où les pays sont priés de faire un rapport sur l'état de chaque élément et d'expliquer le pourquoi des problèmes rencontrés. La Banque mondiale cherche ainsi à déterminer les cas où une aide pourrait être nécessaire et à formuler des plans de travail pour l'année suivante. Les rapports émanant de ces ateliers contiennent une documentation d'évaluation précieuse. La présente étude théorique n'a eu connaissance d'aucun rapport d'atelier de ce genre en provenance du PNUD, du PNUE ou de l' ONUDI.

45. Il existe actuellement un besoin, au niveau régional, de faire coïncider l'offre des SAO avec la consommation si l'on veut éviter tout commerce illicite. Cette activité revêt une importance spéciale étant donné que les producteurs en Chine prévoient de mettre un terme à la production de CFC d'ici 2007, soit antérieurement à ce que certains pays de la région avaient prévu. Lors d'un atelier régional, il a été recommandé que les autorités chinoises et indiennes reçoivent une liste des importateurs autorisés, de sorte qu'elles puissent restreindre leurs exportations de CFC aux clients légitimes des pays de la région. C'est ce qui se passe déjà pour l'Inde, mais la présente étude théorique n'a trouvé aucune preuve qu'un tel échange de données producteur/consommateur existe également en Chine ou dans une autre région quelconque.

VI.2 Vérification

46. Sur les 49 plans d'élimination nationaux ou sectoriels pour 37 pays passés en revue pour la présente étude théorique, seulement dans le cas d'un seul plan (plan sectoriel de réfrigération pour la R.P.D. de Corée) l'accord ne contient pas de clause prévoyant la vérification des activités et des objectifs de consommation comme condition préalable à l'approbation du financement de la tranche suivante par le Comité exécutif. Ce plan concerne une entreprise et n'a que deux tranches de financement qui ont été approuvées à la 40^{ème} et 42^{ème} réunion du Comité exécutif.

47. Le but de ces vérifications consiste à confirmer que la consommation (et la production) annuelle demeure dans les limites fixées par l'accord, indiquant que la consommation totale maximale acceptable et la production totale maximale acceptable ont été atteintes en réalité. Les rapports de vérification sont habituellement présentés à partir de la troisième tranche, ce qui constitue donc une condition préalable à son financement. Les dates de dépôt de la demande de la troisième tranche varient en fonction de chaque accord et du moment où le financement est réellement demandé.

48. A plusieurs reprises, le Secrétariat du Fonds a estimé que les données de consommation des SAO fournies par une agence d'exécution et par le pays ne suffisaient pas pour confirmer que les engagements fixés dans les accords avaient bien été remplis. L'acceptabilité d'un rapport de vérification dépend de plusieurs facteurs : de l'indépendance de l'organisme de vérification et du niveau implicite de confiance inspiré par son inscription ou affiliation ; de la méthodologie utilisée et de la qualité (minutie) de la vérification ; et de la pertinence des arguments sur lesquels reposent les conclusions. Jusqu'à présent, le Comité exécutif n'est pas parvenu à une décision sur ce qui constitue une indépendance appropriée des vérificateurs. Certains rapports de vérification ont été rédigés par des experts-comptables agréés appartenant à des sociétés d'audit pour lesquelles l'élaboration d'un faux rapport est sanctionné par la loi interne. Certains rapports ont été rédigés par les universitaires locaux très respectés, et d'autres par des cabinets de consultance locaux. Habituellement, le recours à des vérificateurs professionnels entraîne un coût supplémentaire, même si leur coût est beaucoup moins élevé dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. Il n'y a actuellement aucune décision ni ligne directrice sur ce qui constitue un cadre approprié (méthodologie et critère d'indépendance) pour une authentique vérification de la consommation des SAO. Toutefois, cette question est en cours d'examen. (Voir la décision 44/58 du Comité exécutif, prise à l'issue du débat sur les questions posées dans le document 44/70).

49. Le Gouvernement indien, suivant l'exemple de la Chine, a travaillé en étroite collaboration avec la Banque mondiale et d'autres co-agences d'exécution pour mettre au point un modèle de cadre de vérification pour son accord sur le CTC. Dans le projet d'accord de vérification présenté à la 43^{ème} réunion du Comité exécutif, l'Inde a accepté que l'emploi du CTC dans la production de chlorure d'acide DV est une utilisation de produit de départ, en plus de l'utilisation du CTC dans la production des CFC, et que la quantité totale de tous les produits issus du chlorométhane (chlorure de méthylène, chloroforme, et tétrachlorure de carbone) seront vérifiés à partir des registres et des dossiers de l'accise. Afin de déterminer la conformité avec les objectifs de production et de consommation, la Banque mondiale a proposé que les articles suivants soient surveillés et vérifiés chaque année, ce qui fournirait les éléments nécessaires aux deux équations : *la production est égale à la production totale moins les quantités détruites et moins les produits de départ, et la consommation est égale à la production plus les importations moins les exportations* :

- a) Production totale de CTC de chaque installation fabriquant du CTC en Inde ;
- b) Quantité totale de CTC détruite par des techniques approuvées par la Quinzième réunion des Parties au Protocole de Montréal (décision XV/9) ;
- c) Quantité totale de CTC utilisée en tant que produit de départ dans la fabrication d'autres produits chimiques ;
- d) Importations de CTC ;
- e) Exportations de CTC.

50. Il existe d'autres problèmes/obstacles associés à la vérification. Par exemple, en ce qui concerne la vérification du plan d'élimination des CFC, Nigeria fait remarquer qu'il n'y a aucun accord contraignant entre les importateurs et les exportateurs pour la fourniture de données au Gouvernement, ou pour permettre à un vérificateur indépendant d'examiner leurs livres. Dans de telles conditions, la vérification des données de la consommation devient difficile, sinon impossible. Ceci souligne la nécessité d'adapter les cadres juridiques de manière à demander et à accepter les vérifications indépendantes. En l'absence de la capacité nécessaire pour faire un rapprochement entre les données, il est également peu probable que l'on puisse parvenir à un critère acceptable de vérification.

51. Il importe de noter que le Nigeria, l'Inde et l'Indonésie n'ont reçu l'approbation en principe pour les tranches annuelles suivantes demandées de leurs PNE qu'à la 44^{ème} réunion du Comité exécutif en décembre 2004 (décision 44/39), qui posait comme condition au financement de la tranche suivante de leurs plans la présentation de rapports de vérification et d'acceptation de leur contenu. C'est la première fois qu'une telle décision a été prise et elle insiste fortement sur la nécessité de déposer au préalable en temps utile des rapports de vérification de la qualité requise. Cette référence à « l'acceptabilité » montre également combien il est nécessaire d'examiner tous les rapports de vérification présentés en vue d'évaluer leurs qualités d'indépendance, de méthodologie, d'exhaustivité, leurs conclusions et la pertinence des justifications données.

52. Un autre exemple de difficultés rencontrées lors de la vérification porte sur les plans sectoriels. Même si les chiffres de la consommation sont disponibles au niveau national, leur élaboration et leur vérification sont beaucoup plus difficiles pour les secteurs et les sous-secteurs, par exemple pour l'accord sur les mousses de la Chine. La Banque mondiale a accepté de mettre au point une méthode pour déterminer la consommation de CFC-11 dans le secteur des mousses, de même qu'un modèle de communication des données et de vérification en collaboration avec le Secrétariat. (décision 44/37).

53. Des visites sur le terrain seront nécessaires pour évaluer certaines complexités des rapports de vérification et les difficultés éventuellement rencontrées. Voici certaines questions essentielles à poser éventuellement :

- a) Existe-t-il des accords à caractère contraignant entre le gouvernement et les importateurs/exportateurs exigeant la présentation de données au gouvernement, ou permettant une vérification indépendante de leurs livres comptables ?
- b) Le Gouvernement a-t-il le droit d'entreprendre des vérifications indépendantes dans le secteur privé ?
- c) Existe-t-il des normes locales de vérification (c'est-à-dire, les vérifications peuvent-elles être effectuées uniquement par des experts-comptables agréés, etc.) ?
- d) Existe-t-il des sanctions en cas de communication de données fausses éventuellement mise en évidence à l'issue de telles vérifications ?

VII. Plan de travail pour l'évaluation lors des visites sur le terrain

VII.1 Organisation des visites sur le terrain

54. Tout d'abord, on propose de concentrer l'évaluation, dans plusieurs pays qui n'ont pas de faibles taux de consommation de SAO, sur les plans nationaux et les plans sectoriels d'élimination qui sont en cours de mise en œuvre depuis plusieurs années, et ensuite de prévoir une évaluation ultérieurement des PGEF qui sont habituellement une préoccupation plus récente et concernent les pays à faible taux de consommation de SAO.

55. Compte tenu du caractère complexe de ces nouvelles modalités et des nombreux facteurs et circonstances qui doivent être étudiés de manière approfondie, il faudra prendre soin de prévoir une durée suffisante pour les visites sur le terrain. Une telle enquête devra évaluer les répercussions et les problèmes découlant des nouvelles modalités depuis une large variété de perspectives : fonctionnaires du gouvernement, personnel des UNO, unité de gestion du projet, secteur privé et ONG actives, intermédiaires financiers de la Banque mondiale, et bureaux de pays du PNUD et de l'ONUDI.

56. Du point de vue gouvernemental, il sera nécessaire d'avoir des entretiens à des niveaux supérieurs à celui des agences de l'environnement, et peut-être l'évaluation devra-t-elle s'étendre

aux douanes, aux Ministères de l'agriculture et de la planification, et/ou au Ministère des finances.

57. Une attention spéciale devra être accordée à une meilleure compréhension des données sur la base desquelles est fondée la tranche suivante. Le rapprochement des données et la vérification indépendante devront faire l'objet d'une évaluation.

58. Etant donné que cet exercice vise principalement à évaluer l'efficacité de ces nouvelles modalités, un certain nombre de questions essentielles devront être posées et obtenir des réponses. Une liste préliminaire de ces questions fait l'objet de l'annexe II.

VII.2 Pays à visiter

59. Les plans de voyage pour ces missions d'évaluation seront établis par le Secrétariat du Fonds multilatéral, en consultation avec les unités nationales de l'ozone des pays à visiter et avec les agences d'exécution et bilatérales concernées. La sélection définitive des pays devrait dépendre des résultats de ces consultations. Pour cette sélection, les critères suivants devraient être appliqués afin de parvenir à un équilibre des informations :

- a) pays de tailles variées et appartenant à des régions différentes ;
- b) projets mis en œuvre par diverses agences d'exécution et bilatérales, y compris les cas où plusieurs agences travaillent sur différents éléments d'un plan ;
- c) pays où les PNE et les plans sectoriels sont en conformité, et pays où ils en le sont pas ;
- d) secteurs différents couverts par des plans sectoriels.

VII.3 Questions sur lesquelles portera l'évaluation des nouvelles modalités

60. La liste suivante des questions sur lesquelles portera l'évaluation est provisoire et sera adaptée et précisée pour chaque pays à visiter :

- a) Le pays a-t-il bien en main la direction des opérations, et comment s'y est-il pris ?
- b) Les pays sont-ils prêts intérieurement (disposent-ils des moyens indispensables) à adopter la méthode envisagée qui confie les initiatives aux pays ?
- c) Un changement marqué est-il intervenu dans la manière dont la collaboration se déroule entre l'agence d'exécution et le pays dans le cadre des nouvelles modalités ?
- d) Est-ce que, et dans quelle mesure, les retards de mise en œuvre et de décaissement sont temporaires, c'est-à-dire dus aux modifications des modalités de mise en œuvre maintenant totalement opérationnelles, ou bien structurels, c'est-à-dire dus à des difficultés intrinsèques, telles que le fait de traiter avec un

grand nombre d'entreprises dispersées, la longueur des processus de consultation, les difficultés rencontrées lors de l'application des réglementations nationales, etc. ?

- e) Les nouvelles modalités fournissent-elles un meilleur régime de gestion pour s'occuper des PME et du secteur des services ?
- f) Les nouvelles modalités ont-elles facilité la création des politiques/réglementations nécessaires au moment opportun ?
- g) La souplesse nouvellement acquise a-t-elle été utilisée, et facilite-t-elle la mise en œuvre ?
- h) Y a-t-il des preuves d'une amélioration de la gestion des programmes (par exemple, au niveau de la coordination des rôles des divers acteurs – unités de gestion du projet, UNO, intermédiaires financiers, centres de coordination et hauts fonctionnaires) ?
- i) Dans les pays où agissent plusieurs agences d'exécution, le concept d' « agence principale » fonctionne-t-il ? Et si non, pourquoi ?
- j) Le décalage entre l'approbation des fonds et les décaissements doit-il être considéré comme un problème ou un avantage, et devrait-on s'efforcer de réduire cet intervalle de temps ? Si oui, que peut-on/devrait-on faire ?
- k) Les rapports de vérification rédigés par des vérificateurs indépendants sont-ils suffisamment détaillés et fiables pour justifier le financement d'une tranche suivante ?
- l) Les lignes directrices des PNE sont-elles utiles ou faut-il les actualiser ? Dans ce cas, que faire et comment ?
- m) Les instruments économiques comme les droits d'accise ou les droits à l'importation ont-ils été utilisés pour modifier le rapport de prix entre les SAO et les substances de remplacement ?
- n) Le plan d'élimination a-t-il des calendriers en avance par rapport aux obligations inscrites dans le Protocole de Montréal ?
- o) Y a-t-il des risques de non-respect des futures obligations d'élimination ?
- p) De quels enseignements doit-on tenir compte lors de la conception et de la mise en œuvre des futurs PNE et PGEF ?
- q) Quel est, et quel devrait être, le rôle du programme d'action pour la conformité dans la mise en œuvre des nouvelles modalités ?

61. Enfin, une tentative a été faite pour prendre en compte les principaux facteurs extérieurs qui ont la plus grande influence sur la rapidité de l'élimination dans les pays, tels que la croissance économique, le progrès technique, les nouveaux produits de substitution et les modifications des prix relatifs, la raréfaction des CFC sur les marchés internationaux, les exigences commerciales des pays non visés à l'article 5, etc.

Annex I

NATIONAL AND SECTOR PHASE-OUT PLANS

Table 1: Approved Projects by Sector

Sector	Number of Countries	Number of Projects Approved*	Number of Projects Completed	Funds Approved in Principle (US\$)**	Actual Funds Approved (US\$)	Funds Disbursed (US\$)	Funds Disbursed as % of Funds Approved****	Consumption to be Phased Out (ODP Tonnes)	Consumption Phased Out (ODP Tonnes)	Production to be Phased Out** (ODP Tonnes)	Production Phase-Out** (ODP Tonnes)	PCR Received
CFC Phase-Out Plans	23	50	4	107,028,764	62,965,061	5,204,801	8.3%	5,741.0	1,741.0	0.0	0.0	0
CTC Phase-Out Plans	3	8	0	60,430,510	27,900,955	0	0.0%	129.7	0.0	0.0	0.0	0
ODS Phase-Out Plans	11	37	4	39,129,426	26,129,184	852,841	3.3%	2,133.3	0.0	0.0	0.0	0
Sector Phase-Out Plans	12	74	16	310,649,131	224,753,914	82,588,076	36.7%	44,246.8	32,356.0	39,283.0	29,988.0	1
Total		169	24	517,237,831	341,749,114	88,645,718	25.9%	52,250.8	34,097.0	39,283.0	29,988.0	1

* Most of these projects are tranches for multi-year agreements.

** Including Halon Production (India and China) and CTC Production (China). Excluding CFC production sector phase-out plans.

*** Only for Projects under Agreements with the Executive Committee.

**** As per 2003 Progress Reports.

Table 2: National Phase-Out Plans by Agency

Agency	Number of Projects Approved*	Number of Projects Completed	Funds Approved in Principle (US\$)***	Actual Funds Approved (US\$)	Share of Total Funds Approved	Funds Disbursed (US\$)	Percent Disbursed ****	Consumption to be Phased Out (ODP Tonnes)	Consumption Phased Out (ODP Tonnes)	Average Delays (Months)	PCR Received
Bilateral	28	0	26,612,069	12,710,697	10.9%	577,446	4.5%	151.5	0.0	0	0
IBRD	22	8	90,399,608	53,755,674	45.9%	4,509,630	8.4%	3,196.4	490.0	0.51	0
UNDP	14	0	45,350,372	28,391,289	24.3%	831,454	2.9%	4,035.2	1,251.0	0	0
UNEP**	10	0	987,978	723,478	0.6%	0	0.0%	0.0	0.0	0	0
UNIDO	21	0	43,238,673	21,414,062	18.3%	139,112	0.6%	620.9	0.0	0	0
Total	95	8	206,588,700	116,995,200	100.0%	6,057,642	5.2%	8,004.0	1,741.0	0.51	0

* Most of these projects are tranches for multi-year agreements.

** Non-Investment Components of the National Phase-Out Plans.

*** Only for Projects under Agreements with the Executive Committee.

**** As per 2003 Progress Reports.

Table 3: Sector Phase-Out Plans by Agency

Agency	Number of Projects Approved*	Number of Projects Completed	Funds Approved in Principle (US\$)***	Actual Funds Approved (US\$)	Share of Total Funds Approved	Funds Disbursed (US\$)	Percent Disbursed ****	Consumption To Be Phased Out (ODP Tonnes)	Consumption Phased Out (ODP Tonnes)	Production To Be Phased Out ** (ODP Tonnes)	Production Phased Out** (ODP Tonnes)	Average Delays (Months)	PCR Received
Bilateral	7	0	19,804,851	8,913,031	4.0%	0	0.0%	181.0	0.0	0.0	0.0	0.00	0
IBRD	21	11	191,092,474	140,877,310	62.7%	66,476,567	47.2%	36,067.0	30,868.0	39,283.0	29,988.0	1.29	0
UNDP	27	2	73,417,123	53,500,476	23.8%	9,493,726	17.7%	5,900.2	1,018.0	0.0	0.0	28.92	1
UNEP	2	0	800,000	512,600	0.2%		0.0%	0.0		0.0		0.00	0
UNIDO	17	3	25,534,683	20,950,497	9.3%	6,617,783	31.6%	2,098.6	470.0	0.0		-2.36	0
Total	74	16	310,649,131	224,753,914	100.0%	82,588,076	36.7%	44,246.8	32,356.0	39,283.0	29,988.0	4.06	1

* Most of these projects are tranches for multi-year agreements.

** Including Halon Production (India and China) and CTC Production (China). Excluding CFC production sector phase-out plans.

*** Only for Projects under Agreements with the Executive Committee.

**** As per 2003 Progress Reports.

Table 4: Completed Projects with Implementation Delays by Sector*

Sector	Delays in Months					Total
	Early Completion	On Time	1-6	13-24	25 and More	
CFC Phase-Out Plans		4				4
ODS Phase-Out Plans		3	1			4
Sector Phase-Out Plans	2	11		1	2	16
Total	2	18	1	1	2	24

* Some Approved Tranches are completed for the following countries: Bahamas (CFC Phase-Out), China (Foam, Halon, Process Agent, Solvent and Tobacco), India (Halon), Indonesia (Refrigeration MAC Servicing), Malaysia (ODS Phase-Out), Philippines (CFC Phase-Out), Thailand (ODS Phase-Out), Turkey (CFC Phase-Out) and Uruguay (Aerosol).

Table 5: Completed Projects with Implementation Delays by Agency*

Agency Projects with Delays	Delays in Months					Total
	Early Completion	On Time	1-6	13-24	25 and More	
IBRD ----- 2		17	1	1		19
UNDP ----- 2					2	2
UNIDO ----- 0	2	1				3
Total ----- 4	2	18	1	1	2	24

* Some Approved Tranches are completed for the following countries: Bahamas (CFC Phase-Out), China (Foam, Halon, Process Agent, Solvent and Tobacco), India (Halon), Indonesia (Refrigeration MAC Servicing), Malaysia (ODS Phase-Out), Philippines (CFC Phase-Out), Thailand (ODS Phase-Out), Turkey (CFC Phase-Out) and Uruguay (Aerosol).

Table 6: Overview of Projects Approvals and Implementations by Country

Country	Agency	Subsector	Approved in Principle (As Per Agreements)			Actual Approvals and Implementations									
			Total Funds (US\$)	Consumption Phase-Out (ODP Tonnes)	Production Phase-Out (ODP Tonnes)	Agency	Code	Project Title	Status	Total Funds Approved	Funds Disbursed	Consumption ODP To Be Phased Out	Consumption ODP Phased Out*	Production ODP To Be Phased Out	Production ODP Phased Out*
Albania	UNEP/ UNIDO	ODS phase out plan	653,125	68.0	0.0	UNIDO	ALB/PHA/39/ INV/10	National ozone depleting substances phase-out plan: conversion of cleaning installations from carbon tetrachloride (CTC) to tetrachloroethylene (PER) at Energy Combinat Ltd., Elbasan	ONG	45,000	0	2.3	0.0		
						UNIDO	ALB/PHA/39/ TAS/05	National ODS phase-out plan: refrigerant recovery and recycling network	ONG	100,000	0	21.0	0.0		
						UNIDO	ALB/PHA/39/ TAS/08	National ODS phase-out plan: awareness workshop to prevent the introduction of methyl bromide	ONG	20,000	16	0.0	0.0		
						UNIDO	ALB/PHA/39/ AS/09	National ODS phase-out plan: programme management and auditing	ONG	16,068	0	0.0	0.0		
						UNEP	ALB/PHA/39/ TRA/06	National ODS phase-out plan: training of customs officers in monitoring of ODS	ONG	35,700	0	0.0	0.0		
						UNEP	ALB/PHA/39/ TRA/07	National ODS phase-out plan: training of trainers in good practices of refrigeration	ONG	82,425	0	0.0	0.0		
Antigua and Barbuda	IBRD	CFC phase out plan	97,300	1.8	0.0	IBRD	ANT/PHA/44/ INV/10	CFC phase-out management plan	ONG	69,400		2.0			
Argentina	UNIDO	CFC phase out plan	7,360,850	1,809.5	0.0	UNIDO	ARG/PHA/42/ INV/138	National CFC phase-out plan: 2004 work programme	ONG	2,740,000		0.0			
		Sector Plan - Solvent				UNIDO	ARG/SOL/41/ INV/137	Plan for phase-out of ODS in the solvent sector	ONG	635,986	0	42.0	0.0	0.0	
Bahamas	IBRD	CFC phase out plan	560,000	66.0	0.0	IBRD	BHA/PHA/35/ INV/08	Terminal phase out management plan	COM	240,000	0	18.0	18.0		
						IBRD	BHA/PHA/44/ INV/12	Terminal phase-out management plan: 2004-2005 biennial programme	ONG	200,000		23.0			
Bangladesh	UNDP/ UNEP	ODS phase out plan	1,355,000	267.6	0.0	UNEP	BGD/PHA/42/ TAS/18	National ODS phase-out plan: public awareness and information dissemination to main stakeholders (2004 work programme)	ONG	30,000		0.0			
						UNDP	BGD/PHA/42/ TAS/19	National ODS phase-out plan: technical assistance programme for the refrigeration servicing sub-sector (2004 work programme)	ONG	96,000		36.0			
						UNDP	BGD/PHA/42/ TAS/20	National ODS phase-out plan: technical assistance for the phase-out of ODS solvents (2004 work programme)	ONG	25,000		0.0			

Country	Agency	Subsector	Approved in Principle (As Per Agreements)			Actual Approvals and Implementations										
			Total Funds (US\$)	Consumption Phase-Out (ODP Tonnes)	Production Phase-Out (ODP Tonnes)	Agency	Code	Project Title	Status	Total Funds Approved	Funds Disbursed	Consumption ODP To Be Phased Out	Consumption ODP Phased Out*	Production ODP To Be Phased Out	Production ODP Phased Out*	
						UNDP	BGD/PHA/42/TAS/21	National ODS phase-out plan: monitoring and management unit (2004 work programme)	ONG	34,000		0.0				
						UNEP	BGD/PHA/42/TRA/16	National ODS phase-out plan: training and certification programme for refrigeration service technicians, including development of a code of good practices (2004 work programme)	ONG	39,500		0.0				
						UNEP	BGD/PHA/42/RA/17	National ODS phase-out plan: training programme for custom officers (2004 work programme)	ONG	21,000		0.0				
Bolivia	UNDP	Sector Plan - Foam				UNDP	BOL/FOA/35/INV/15	Foam sector ODS phase-out (two enterprises: Isolcruz and Teplo)	ONG	161,211	78,948	4.9	0.0	0.0	0.0	
Bosnia and Herzegovina	UNIDO	ODS phase out plan	864,160	121.1	0.0	UNIDO	BHE/PHA/41/INV/16	National ODS phase-out plan: first tranche	ONG	265,300	0	0.0	0.0			
						UNIDO	BHE/PHA/44/INV/21	National ODS phase-out plan: second tranche	ONG	295,860		0.0				
Brazil	UNDP/ Germany	CFC phase out plan	26,700,000	5,801.0	0.0	UNDP	BRA/PHA/37/INV/262	National CFC phase-out plan: first tranche	ONG	7,860,000	821,897	1,251.0	1,251.0			
						Germany	BRA/PHA/37/TRA/260	National CFC phase out plan: training of customs officers	ONG	141,200	65,330	0.0				
						Germany	BRA/PHA/37/TRA/261	National CFC phase-out plan: training of refrigeration mechanics in domestic and commercial refrigeration service sub-sectors (first tranche)	ONG	1,498,800	251,487	0.0				
						UNDP	BRA/PHA/41/INV/264	National CFC phase-out plan: second tranche	ONG	5,720,000	0	737.0	0.0			
						Germany	BRA/PHA/41/INV/265	National CFC phase-out plan: second tranche	ONG	700,000	0	0.0				
China	UNIDO/ Italy	Sector Plan - Domestic Refrigeration Manufacture	7,360,530	1,099.0	0.0	Italy	CPR/REF/38/INV/393	Sector plan CFC final phase-out: domestic refrigeration and domestic refrigeration compressors	ONG	1,788,991	0	181.0	0.0	0.0	0.0	
						UNIDO	CPR/REF/38/INV/394	Sector plan CFC final phase-out: domestic refrigeration and domestic refrigeration compressors (first tranche)	ONG	3,400,000	1,100,000	600.0	0.0	0.0		
						UNIDO	CPR/REF/41/INV/406	Sector plan CFC final phase-out: domestic refrigeration and domestic refrigeration compressors (second tranche)	ONG	2,171,539	0	318.0	0.0	0.0		
	IBRD	Sector Plan - Foam	53,846,000	14,143.0	0.0	IBRD	CPR/FOA/35/INV/380	Sector plan for phase-out of CFC-11 in the China foam sector: 2002 annual programme	COM	9,940,000	5,200,814	2,000.0	2,000.0	0.0	0.0	
						IBRD	CPR/FOA/38/INV/396	Sector plan for phase-out of CFC-11 in the China foam sector: 2003 annual programme	COM	12,570,000	6,405,000	2,500.0	2,721.0	0.0	0.0	

Annex I

Country	Agency	Subsector	Approved in Principle (As Per Agreements)			Actual Approvals and Implementations									
			Total Funds (US\$)	Consumption Phase-Out (ODP Tonnes)	Production Phase-Out (ODP Tonnes)	Agency	Code	Project Title	Status	Total Funds Approved	Funds Disbursed	Consumption ODP To Be Phased Out	Consumption ODP Phased Out*	Production ODP To Be Phased Out	Production ODP Phased Out*
						IBRD	CPR/FOA/41/INV/405	Sector plan for phase-out of CFC-11 in the China foam sector: 2004 annual programme	ONG	10,903,000	0	2,500.0	0.0	0.0	0.0
						IBRD	CPR/FOA/44/INV/424	Sector plan for phase-out of CFC-11 in the China foam sector: 2005 annual programme	ONG	10,903,000		2,500.0		0.0	
	IBRD	Sector Plan - Halon	62,000,000	24,480.0	30,060.0	IBRD	CPR/HAL/23/INV/231	Sector plan for halon phaseout in China: 1998 Annual Programme	COM	12,400,000	12,400,000	9,939.0	9,939.0	11,739.0	11,739.0
						IBRD	CPR/HAL/26/INV/261	Sector plan for halon phaseout in China: 1999 Annual Programme	COM	9,700,000	9,700,000	5,370.0	5,370.0	5,826.0	5,826.0
						IBRD	CPR/HAL/29/INV/309	Sector plan for halon phaseout in China: 2000 Annual Programme	COM	10,600,000	10,600,000	3,712.0	3,712.0	5,970.0	5,970.0
						IBRD	CPR/HAL/32/INV/364	Sector plan for halon phaseout in China: 2001 Annual Programme	COM	4,500,000	4,500,000	1,389.0	1,389.0	1,980.0	1,980.0
						IBRD	CPR/HAL/35/INV/383	Sector plan for halon phaseout in China: 2002 Annual Programme	COM	3,700,000	2,295,000	2,889.0	2,889.0	2,160.0	2,160.0
						IBRD	CPR/HAL/38/INV/395	Sector plan for halon phaseout in China: 2003 annual programme	COM	5,900,000	230,000	2,292.0	2,292.0	1,992.0	1,992.0
						IBRD	CPR/HAL/41/INV/404	Sector plan for halon phase-out in China: 2004 annual programme	ONG	1,200,000	0	0.0	0.0	0.0	0.0
						IBRD	CPR/HAL/44/INV/423	Sector plan for halon phase-out in China: 2005 annual programme	ONG	1,800,000		0.0		0.0	
	IBRD	Sector Plan - Process Agent	65,000,000	11,160.2	51,935.0	IBRD	CPR/PAG/38/INV/397	Phase out the production and consumption of CTC for process agent and other non-identified uses (phase I): First tranche	COM	2,000,000	2,000,000	0.0	0.0	0.0	0.0
						IBRD	CPR/PAG/39/INV/402	Phase out the production and consumption of CTC for process agent and other non-identified uses (phase I): 2003 annual programme	ONG	20,000,000	10,800,000	0.0	0.0	2,638.0	0.0
						IBRD	CPR/PAG/43/INV/416	Phase out the production and consumption of CTC for process agent and other non-identified uses (phase I): 2004 annual programme	ONG	16,000,000		0.0		6,657.0	
	UNIDO/ Japan	Sector Plan - Refrigeration Servicing	7,885,000	3,902.0	0.0	UNIDO	CPR/REF/44/INV/419	Refrigeration servicing sector CFC phase-out plan (first tranche)	ONG	1,000,000		0.0		0.0	
						Japan	CPR/REF/44/INV/420	Refrigeration servicing sector CFC phase-out plan (first tranche)	ONG	1,000,000		0.0		0.0	
	UNDP	Sector Plan - Solvent	52,000,000	4,031.0	0.0	UNDP	CPR/SOL/30/INV/355	ODS phase-out in China solvent sector: 2000 annual programme	COM	6,750,000	6,750,000	382.8	383.0	0.0	0.0
						UNDP	CPR/SOL/33/INV/373	ODS phase-out in China solvent sector: 2000-2001 annual programme	ONG	6,955,000	1,714,157	534.0	343.0	0.0	0.0
						UNDP	CPR/SOL/36/INV/390	ODS phase-out in China solvent sector: 2002 annual programme	ONG	6,330,000	0	580.0	0.0	0.0	0.0
						UNDP	CPR/SOL/40/INV/403	ODS phase-out in China solvent sector: 2003 annual programme	ONG	5,755,000	0	580.0	187.0	0.0	0.0
						UNDP	CPR/SOL/42/INV/410	ODS phase-out in China solvent sector: 2004 annual programme	ONG	5,555,000	0	733.0		0.0	
	UNIDO	Sector Plan - Tobacco	11,000,000	1,090.0	0.0	UNIDO	CPR/OTH/32/INV/366	Tobacco sector plan for CFC-11 phase-out: 2001 workplan	COM	2,000,000	1,900,000	90.0	90.0	0.0	

Country	Agency	Subsector	Approved in Principle (As Per Agreements)			Actual Approvals and Implementations										
			Total Funds (US\$)	Consumption Phase-Out (ODP Tonnes)	Production Phase-Out (ODP Tonnes)	Agency	Code	Project Title	Status	Total Funds Approved	Funds Disbursed	Consumption ODP To Be Phased Out	Consumption ODP Phased Out*	Production ODP To Be Phased Out	Production ODP Phased Out*	
						UNIDO	CPR/OTH/36/INV/388	Tobacco sector plan for CFC-11 phase-out: 2002 workplan	FIN	2,000,000	2,000,000	120.0	200.0	0.0		
						UNIDO	CPR/OTH/39/INV/400	Tobacco sector plan for CFC-11 phase-out: 2003 workplan	COM	2,000,000	1,600,000	180.0	180.0	0.0		
						UNIDO	CPR/OTH/42/INV/409	Tobacco sector plan for CFC-11 phase-out: 2004 workplan	ONG	1,800,000		200.0		0.0		
	USA	Sector Plan - Accelerated Phase-Out Plan	10,000,000	0.0	0.0	USA	CPR/PRO/44/INV/425	CFCs, CTC and halon accelerated phase-out plan	ONG	5,000,000		0.0		0.0		
Colombia	UNDP	ODS phase out plan	4,500,000	805.9	0.0	UNDP	COL/PHA/41/INV/60	National phase-out plan for Annex A (Group I and II) substances: first implementation programme	ONG	2,146,820	0	174.6	0.0			
Croatia	UNIDO/Sweden	CFC phase out plan	379,700	98.0	0.0	UNIDO	CRO/PHA/39/INV/20	Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	ONG	184,000	4,800	50.0	0.0			
						Sweden	CRO/PHA/39/TAS/18	Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	ONG	46,000	8,867	0.0				
						UNIDO	CRO/PHA/42/TAS/22	Terminal phase-out management plan (second tranche)	ONG	48,300		0.0				
						Sweden	CRO/PHA/42/TAS/23	Terminal phase-out management plan (second tranche)	ONG	24,700		0.0				
Cuba	Germany/France/Canada/UNDP	ODS phase out plan	2,145,000	361.6	0.0	Germany	CUB/PHA/43/TAS/25	National CFC phase-out management plan: phase-out of ODS in the refrigeration and air-conditioning sector (first tranche)	ONG	120,000		0.0				
						Canada	CUB/PHA/43/TAS/26	National CFC phase-out management plan: phase-out of ODS in the refrigeration and air-conditioning sector (first tranche)	ONG	400,000		0.0				
						France	CUB/PHA/43/TAS/27	National CFC phase-out management plan: phase-out of ODS in the refrigeration and air-conditioning sector (first tranche)	ONG	200,000		0.0				
Ecuador	IBRD	CFC phase out plan	1,689,800	246.0	0.0	IBRD	ECU/PHA/41/INV/32	National CFC phase-out plan: first tranche	ONG	777,326	0	11.0	0.0			
Egypt	UNIDO	Sector Plan - Solvent				UNIDO	EGY/SOL/44/INV/89	Terminal solvent sector umbrella project	ONG	778,464		41.0		0.0		
						UNIDO	EGY/SOL/44/INV/89	Terminal solvent sector umbrella project	ONG	778,464		41.0		0.0		
India	IBRD/France/Germany/Japan	CTC phase out plan	52,000,001	11,505.0	11,553.0	IBRD	IND/PHA/40/INV/363	CTC phase-out plan for the consumption and production sectors: 2003 work programme	ONG	8,520,843	0	0.0	0.0			
						IBRD	IND/PHA/42/INV/373	CTC phase-out plan for the consumption and production sectors: 2004 work programme	ONG	9,180,112		0.0				
						France	IND/PHA/42/INV/374	CTC phase-out plan for the consumption and production sectors: 2004 work programme	ONG	1,000,000		0.0				

Annex I

Country	Agency	Subsector	Approved in Principle (As Per Agreements)			Actual Approvals and Implementations										
			Total Funds (US\$)	Consumption Phase-Out (ODP Tonnes)	Production Phase-Out (ODP Tonnes)	Agency	Code	Project Title	Status	Total Funds Approved	Funds Disbursed	Consumption ODP To Be Phased Out	Consumption ODP Phased Out*	Production ODP To Be Phased Out	Production ODP Phased Out*	
						Germany	IND/PHA/42/INV/375	CTC phase-out plan for the consumption and production sectors: 2004 work programme	ONG	700,000		0.0				
						Japan	IND/PHA/42/INV/376	CTC phase-out plan for the consumption and production sectors: 2004 work programme	ONG	2,500,000		0.0				
	UNDP	Sector Plan - Foam	5,424,577	639.0	0.0	UNDP	IND/FOA/37/INV/353	Sectoral phase-out plan for elimination of CFCs in the foam sector (first tranche)	ONG	1,500,000	91,211	162.5	0.0	0.0	0.0	
	UNDP					UNDP	IND/FOA/41/INV/365	Sectoral phase-out plan for elimination of CFCs in the foam sector (second tranche)	ONG	1,750,000	0	210.0	0.0	0.0	0.0	
	UNDP					UNDP	IND/FOA/44/INV/384	Sectoral phase-out plan for elimination of CFCs in the foam sector (third tranche)	ONG	1,500,000		301.0		0.0		
	IBRD	Sector Plan - Halon	2,600,000	556.0	321.0	IBRD	IND/HAL/34/INV/315	Halon production and consumption sector phase out plan	COM	2,600,000	2,300,000	556.0	556.0	321.0	321.0	
	UNDP/UNIDO	Sector Plan - Refrigeration Manufacturing	3,609,186	535.0	0.0	UNDP	IND/REF/38/INV/356	Plan for phase out of CFCs in the refrigeration manufacturing sector (first tranche)	ONG	2,000,000	11,015	0.0	0.0	0.0	0.0	
	UNIDO					UNIDO	IND/REF/38/INV/359	Plan for phase out of CFCs in the refrigeration manufacturing (transport refrigeration) sector (first tranche)	ONG	500,000	10,181	79.5	0.0	0.0		
	UNDP					UNDP	IND/REF/41/INV/364	Plan for phase-out of CFCs in the refrigeration manufacturing sector (second tranche)	ONG	476,536	0	0.0	0.0	0.0	0.0	
	UNIDO					UNIDO	IND/REF/41/INV/366	Plan for phase-out of CFCs in the refrigeration manufacturing sector (transport refrigeration) (second tranche)	ONG	173,200	0	27.5	0.0	0.0		
	UNDP					UNDP	IND/REF/44/INV/383	Plan for phase-out of CFCs in the refrigeration manufacturing sector (third tranche)	ONG	250,000		141.0		0.0		
	Germany/Switzerland/UNEP/UNDP	Sector Plan - Refrigeration Servicing	6,338,120	848.0	0.0	Germany	IND/REF/42/INV/369	National CFC consumption phase-out plan focussing on the refrigeration service sector (first tranche)	ONG	414,370		0.0		0.0		
						Switzerland	IND/REF/42/INV/370	National CFC consumption phase-out plan focussing on the refrigeration service sector: 2004 work programme	ONG	353,020		0.0		0.0		
	UNDP					UNDP	IND/REF/42/INV/371	National CFC consumption phase-out plan focussing on the refrigeration service sector: 2004 work programme	ONG	277,200		0.0		0.0		
	UNEP					UNEP	IND/REF/42/TAS/377	National CFC consumption phase-out plan focussing on the refrigeration service sector: 2004 work programme	ONG	256,300		0.0		0.0		

Country	Agency	Subsector	Approved in Principle (As Per Agreements)			Actual Approvals and Implementations									
			Total Funds (US\$)	Consumption Phase-Out (ODP Tonnes)	Production Phase-Out (ODP Tonnes)	Agency	Code	Project Title	Status	Total Funds Approved	Funds Disbursed	Consumption ODP To Be Phased Out	Consumption ODP Phased Out*	Production ODP To Be Phased Out	Production ODP Phased Out*
						UNDP	IND/REF/44/INV/379	National CFC consumption phase-out plan focussing on the refrigeration service sector: 2005 work programme	ONG	277,050		158.0		0.0	
						Germany	IND/REF/44/INV/380	National CFC consumption phase-out plan focussing on the refrigeration service sector: 2005 work programme	ONG	100,000		0.0		0.0	
						Switzerland	IND/REF/44/INV/381	National CFC consumption phase-out plan focussing on the refrigeration service sector: 2005 work programme	ONG	256,650		0.0		0.0	
						UNEP	IND/REF/44/TAS/382	National CFC consumption phase-out plan focussing on the refrigeration service sector: 2005 work programme	ONG	256,300		0.0		0.0	
Indonesia	IBRD/UNDP	Sector Plan - Aerosol	595,910	150.0	0.0	IBRD	IDS/ARS/44/INV/166	National strategy for phasing out the use of CFC in the aerosol sector: Policies and actions, technical assistance, and enterprise investment initiatives	ONG	371,910		70.0		0.0	
						UNDP	IDS/ARS/44/INV/167	National strategy for phasing out the use of CFC in the aerosol: conversion from CFC to hydrocarbon aerosol propellants at P.T Yulia	ONG	224,000		80.0		0.0	
	IBRD	Sector Plan - Foam	2,957,564	352.0	0.0	IBRD	IDS/FOA/42/INV/160	Phase-out of residual CFCs in the foam sector	ONG	1,725,000		130.0		0.0	
	IBRD	Sector Plan - Refrigeration MAC	4,317,000	915.0	0.0	IBRD	IDS/REF/38/INV/153	Refrigeration sector phase-out plan: MAC servicing sector	COM	1,369,800	45,753	0.0	0.0	0.0	0.0
						IBRD	IDS/REF/41/INV/156	Sector phase-out plan for elimination of CFCs in the refrigeration (MAC servicing) sector: 2004 annual programme	ONG	1,347,300	0	110.0	0.0	0.0	0.0
						IBRD	IDS/REF/44/INV/165	Phase-out of CFCs in the refrigeration sector (MAC) (third tranche)	ONG	1,347,300		110.0		0.0	
	UNDP	Sector Plan - Refrigeration Manufacturing	6,398,000	1,141.0	0.0	UNDP	IDS/REF/37/INV/148	Sector phase-out plan for elimination of CFCs in the refrigeration (manufacturing) sector (2002)	ONG	1,288,000	67,336	0.0	0.0	0.0	0.0
						UNDP	IDS/REF/40/INV/154	Sector phase-out plan for elimination of CFCs in the refrigeration (manufacturing) sector (advance for 2003)	ONG	600,000	0	300.0	0.0	0.0	0.0
						UNDP	IDS/REF/41/INV/155	Sector phase-out plan for elimination of CFCs in the refrigeration (manufacturing) sector (balance of second tranche)	ONG	1,600,000	0	300.0	0.0	0.0	0.0

Annex I

Country	Agency	Subsector	Approved in Principle (As Per Agreements)			Actual Approvals and Implementations										
			Total Funds (US\$)	Consumption Phase-Out (ODP Tonnes)	Production Phase-Out (ODP Tonnes)	Agency	Code	Project Title	Status	Total Funds Approved	Funds Disbursed	Consumption ODP To Be Phased Out	Consumption ODP Phased Out*	Production ODP To Be Phased Out	Production ODP Phased Out*	
						UNDP	IDS/REF/44/INV/163	Phase-out of CFCs in the refrigeration sector (manufacturing) (third tranche)	ONG	1,762,000		300.0			0.0	
	UNDP	Sector Plan - Refrigeration Servicing	4,912,300	1,072.0	0.0	UNDP	IDS/REF/38/INV/151	Refrigeration sector phase-out plan: refrigeration servicing (2002)	ONG	2,196,758	92,559	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
						UNDP	IDS/REF/41/INV/157	Sector phase-out plan for elimination of CFCs in the refrigeration (servicing) sector (second tranche)	ONG	1,805,987	0	200.0	0.0	0.0	0.0	0.0
						UNDP	IDS/REF/44/INV/164	Phase-out of CFCs in the refrigeration sector (servicing) (third tranche)	ONG	500,000		300.0			0.0	
	UNIDO	Sector Plan - Solvent	1,464,733	100.1	0.0	UNIDO	IDS/SOL/44/INV/162	Plan for terminal phase-out of ODS in the solvent sector	ONG	1,464,733		100.5			0.0	
Iran	Germany/ France/ UNEP/ UNDP/ UNIDO	CFC phase out plan	11,250,000	1,708.5	0.0	Germany	IRA/PHA/41/INV/160	National CFC phase-out plan: first tranche	ONG	1,640,529		0.0				
						UNIDO	IRA/PHA/41/INV/162	National CFC phase-out plan: first tranche	ONG	2,465,906	0	274.1	0.0			
						France	IRA/PHA/41/INV/163	National CFC phase-out plan: first tranche	ONG	1,006,620	0	0.0				
						UNEP	IRA/PHA/41/TAS/161	National CFC phase-out plan: first tranche	ONG	140,253	0	0.0	0.0			
						UNDP	IRA/PHA/42/INV/165	National CFC phase-out plan: first tranche	ONG	770,000		56.0				
Jamaica	UNDP/ Canada	CFC phase out plan	380,000	59.5	0.0	Canada	JAM/PHA/37/TAS/16	Terminal phase-out management plan for CFCs: training and recovery and recycling	ONG	240,000	110,000	57.5				
						UNDP	JAM/PHA/37/TAS/17	Terminal phase-out management plan for CFCs: retrofitting/replacement programme	ONG	140,000	9,557	2.0	0.0			
Jordan	IBRD/ UNIDO	ODS phase out plan	1,000,000	198.4	0.0	IBRD	JOR/PHA/38/INV/77	National ODS phase out plan: aerosol, foam, MAC service and solvent sectors	ONG	590,000	0	157.4	0.0			
						UNIDO	JOR/PHA/38/INV/78	National ODS phase out plan: commercial manufacturing and servicing, and transport refrigeration	ONG	410,000	18,345	41.0	0.0			
Kenya	France	CFC phase out plan	725,000	138.8	0.0	France	KEN/PHA/44/INV/37	Terminal CFCs phase-out management plan (first tranche)	ONG	215,914		45.1				
Korea, DPR	UNIDO	CTC phase out plan	5,684,844	1,634.2	0.0	UNIDO	DRK/PHA/41/INV/30	Plan for terminal phase-out of CTC (first tranche)	ONG	3,500,000	0	0.0	0.0			
	UNIDO	Sector Plan - Refrigeration	1,365,011	56.0	0.0	UNIDO	DRK/REF/40/INV/26	Sectoral phase-out in domestic refrigeration sector by conversion of refrigeration and compressor manufacture at 5th October Electronic and Automation Company (first tranche)	ONG	384,000	7,143	0.0	0.0	0.0		

Country	Agency	Subsector	Approved in Principle (As Per Agreements)			Actual Approvals and Implementations									
			Total Funds (US\$)	Consumption Phase-Out (ODP Tonnes)	Production Phase-Out (ODP Tonnes)	Agency	Code	Project Title	Status	Total Funds Approved	Funds Disbursed	Consumption ODP To Be Phased Out	Consumption ODP Phased Out*	Production ODP To Be Phased Out	Production ODP Phased Out*
						UNIDO	DRK/REF/42/INV/32	Sectoral phase-out in domestic refrigeration sector by conversion of refrigeration and compressor manufacture at 5th October Electronic and Automation Company (second tranche)	ONG	981,011		56.0		0.0	
Lebanon	UNDP	CFC phase out plan	2,091,420	417.0	0.0	UNDP	LEB/PHA/44/INV/57	National phase-out management plan for Annex-A Group-I substances (CFCs) (first tranche)	ONG	1,061,420		55.0			
Lesotho	Germany	CFC phase out plan	127,300	2.6	0.0	Germany	LES/PHA/41/INV/08	Terminal CFC phase-out management plan (first tranche)	ONG	75,000	13,850	0.6			
Libya	UNIDO	CFC phase out plan	2,497,947	450.5	0.0	UNIDO	LIB/PHA/41/INV/22	National phase-out plan: first tranche	ONG	1,500,000	0	0.0	0.0		
Malaysia	IBRD	ODS phase out plan	11,517,005	1,910.5	0.0	IBRD	MAL/PHA/35/INV/145	National CFC phase-out plan: 2002 annual programme	COM	1,799,940	629,531	0.0	0.0		
						IBRD	MAL/PHA/37/INV/147	National CFC phase-out plan: 2002 annual plan (release of second tranche)	COM	2,969,065	0	0.0	0.0		
						IBRD	MAL/PHA/40/INV/149	National CFC phase-out plan: 2003 annual work programme	ONG	2,013,100	0	292.0	0.0		
						IBRD	MAL/PHA/44/INV/154	National CFC phase-out plan: 2004 annual programme	ONG	1,688,300		430.0			
Mauritius	Germany	ODS phase out plan	212,030	4.0	0.0	Germany	MAR/PHA/41/INV/15	Implementation of an ODS terminal phase out management plan (first tranche)	ONG	110,000	6,500	2.0			
Mexico	UNIDO	CFC phase out plan	8,794,500	1,535.0	0.0	UNIDO	MEX/PHA/42/INV/120	National CFC phase-out plan: 2004 work programme	ONG	3,517,000		0.0			
	UNDP	Sector Plan - Foam				UNDP	MEX/FOA/35/INV/103	Foam sector ODS phase-out plan (first tranche)	ONG	833,150	418,928	145.0	55.0	0.0	0.0
						UNDP	MEX/FOA/42/INV/117	Foam sector ODS phase-out plan (second tranche)	ONG	1,109,120		192.0		0.0	
Namibia	Germany	CFC phase out plan	252,500	12.0	0.0	Germany	NAM/PHA/41/INV/10	Terminal phase-out management plan for CFCs	ONG	160,000	5,200	10.5			
Nigeria	UNDP/UNIDO	CFC phase out plan	13,130,786	2,489.7	0.0	UNIDO	NIR/PHA/38/INV/105	National CFC phase-out plan: refrigeration manufacturing sub-sector (first tranche)	ONG	682,386	115,951	42.9	0.0		
						UNDP	NIR/PHA/38/INV/106	National CFC phase-out plan: foam sector and refrigeration servicing sector (first tranche)	ONG	5,013,929	0	0.0	0.0		
						UNDP	NIR/PHA/41/INV/108	National CFC phase-out plan (second tranche)	ONG	2,976,827	0	830.0	0.0		
						UNIDO	NIR/PHA/41/INV/109	National CFC phase-out plan (aerosol sector)	ONG	255,000	0	57.9	0.0		
						UNDP	NIR/PHA/44/INV/112	National CFC phase-out plan (third tranche)	ONG	2,077,141		850.7			
	UNIDO	Sector Plan - Solvent	1,575,200	198.0	0.0	UNIDO	NIR/SOL/43/INV/110	Terminal ODS phase out umbrella project in the solvent sector (first tranche)	ONG	530,000		152.1		0.0	
Pakistan	UNIDO	CTC phase out plan	2,745,665	489.0	0.0	UNIDO	PAK/PHA/41/INV/57	Sector phase-out plan of CTC (first tranche)	ONG	1,200,000	0	20.0	0.0		

Annex I

Country	Agency	Subsector	Approved in Principle (As Per Agreements)			Actual Approvals and Implementations										
			Total Funds (US\$)	Consumption Phase-Out (ODP Tonnes)	Production Phase-Out (ODP Tonnes)	Agency	Code	Project Title	Status	Total Funds Approved	Funds Disbursed	Consumption ODP To Be Phased Out	Consumption ODP Phased Out*	Production ODP To Be Phased Out	Production ODP Phased Out*	
						UNIDO	PAK/PHA/44/INV/62	Sector phase-out plan of CTC (second tranche)	ONG	1,300,000		109.7				
Panama	UNDP/UNEP	CFC phase out plan	993,152	168.4	0.0	UNDP	PAN/PHA/44/INV/22	National phase-out plan for Annex A (Group I) substances (first tranche)	ONG	250,152		0.0				
						UNEP	PAN/PHA/44/TAS/23	National phase-out plan for Annex A (Group I) substances (first tranche)	ONG	25,000		0.0				
Papua New Guinea	Germany	CFC phase out plan	700,000	35.0	0.0	Germany	PNG/PHA/39/INV/05	Terminal phase-out management plan for ODS (1st tranche)	ONG	480,000	84,192	30.8				
Peru	UNDP	Sector Plan - Foam				UNDP	PER/FOA/35/INV/30	Foam sector ODS phase-out plan (covering 5 enterprises: Molflex; Zetaflex; EMSA; Metusa; Polishes)	ONG	325,277	209,420	33.8	34.0	0.0	0.0	
Philippines	IBRD/Sweden	CFC phase out plan	10,575,410	1,749.3	0.0	IBRD	PHI/PHA/38/INV/69	National CFC phase out plan: manufacturing sector (first tranche)	COM	2,858,473	149,170	0.0	0.0			
						Sweden	PHI/PHA/38/TAS/68	National CFC phase out plan: servicing sector (first tranche)	ONG	152,400	32,020	0.0				
						IBRD	PHI/PHA/41/INV/71	National CFC phase-out plan (manufacturing sector): 2004 annual programme	ONG	1,877,418	0	150.0	0.0			
						Sweden	PHI/PHA/41/TAS/72	National CFC phase-out plan servicing sector: 2004 annual programme	ONG	166,134	0	0.0				
						IBRD	PHI/PHA/44/INV/75	National CFC phase-out plan: 2005 annual programme	ONG	2,160,071		301.0				
						Sweden	PHI/PHA/44/INV/77	National CFC phase-out plan servicing sector: 2005 annual programme	ONG	40,000		0.0				
Serbia and Montenegro	UNIDO/Sweden	CFC phase out plan	2,742,544	327.0	0.0	Sweden	YUG/PHA/43/TAS/22	National CFC phase-out plan (first tranche)	ONG	148,000		0.0				
						UNIDO	YUG/PHA/43/TAS/23	National CFC phase-out plan (first tranche)	ONG	474,700		2.0				
Sri Lanka	UNEP/Japan	ODS phase out plan	1,015,000	152.6	0.0	UNEP	SRL/PHA/43/TAS/24	National compliance action plan: halon bank management	ONG	40,000		0.0				
						Japan	SRL/PHA/43/TAS/26	National compliance action plan: incentive programme for commercial and industrial refrigeration end-users	ONG	144,000		5.0				
						Japan	SRL/PHA/43/TAS/27	National compliance action plan: MAC recovery/recycling and retrofit	ONG	123,000		0.0				
						Japan	SRL/PHA/43/TAS/28	National compliance action plan: recovery and recycling programme	ONG	290,400		0.0				
						Japan	SRL/PHA/43/TAS/29	National compliance action plan: monitoring the activities proposed in the plan	ONG	108,000		0.0				
						UNEP	SRL/PHA/43/TRA/23	National compliance action plan: enhancement of national capacity to monitor trade and prevent illegal trade of ODS	ONG	135,000		0.0				

Country	Agency	Subsector	Approved in Principle (As Per Agreements)			Actual Approvals and Implementations										
			Total Funds (US\$)	Consumption Phase-Out (ODP Tonnes)	Production Phase-Out (ODP Tonnes)	Agency	Code	Project Title	Status	Total Funds Approved	Funds Disbursed	Consumption ODP To Be Phased Out	Consumption ODP Phased Out*	Production ODP To Be Phased Out	Production ODP Phased Out*	
						UNEP	SRL/PHA/43/TRA/25	National compliance action plan: extension training of the established refrigeration technicians	ONG	174,600		0.0				
Sudan	UNIDO	ODS phase out plan	1,139,480	217.4	0.0	UNIDO	SUD/PHA/44/INV/18	National CFC/CTC phase-out plan (first tranche)	ONG	499,480		0.0				
Syria	UNDP/UNIDO	Sector Plan - Refrigeration Manufacturing				UNDP	SYR/REF/38/INV/86	Sector phase out plan for CFCs in the refrigeration manufacturing sector (except domestic refrigeration)	ONG	1,665,188	6,153	246.2	0.0	0.0	0.0	
						UNIDO	SYR/REF/38/INV/87	Sector phase out plan for CFCs in the refrigeration manufacturing sector (domestic refrigeration)	ONG	353,100	459	51.0	0.0	0.0		
Thailand	IBRD	ODS phase out plan	14,728,626	3,107.5	0.0	IBRD	THA/PHA/35/INV/137	National CFC phase-out plan: 2002 Annual Programme	COM	540,000	196,938	0.0	0.0			
						IBRD	THA/PHA/37/INV/138	National CFC phase-out plan: release of second tranche for implementation of the 2002 annual plan	COM	5,194,380	1,511	0.0	0.0			
						IBRD	THA/PHA/41/INV/140	National CFC phase-out plan: 2003 annual programme	ONG	4,011,846	0	486.0	0.0			
						IBRD	THA/PHA/42/INV/141	National CFC phase-out plan: 2004 annual programme	ONG	1,315,400		486.0				
Trinidad and Tobago	UNDP	CFC phase out plan	460,000	77.0	0.0	UNDP	TRI/PHA/40/INV/16	Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	ONG	220,000	0	42.9	0.0			
Turkey	IBRD	CFC phase out plan	9,000,000	977.0	0.0	IBRD	TUR/PHA/35/INV/75	Total phase out of CFCs plan: 2001 and 2002 annual programmes	COM	3,500,000	3,085,023	97.0	97.0			
						IBRD	TUR/PHA/38/INV/79	Total phase out of CFCs plan: 2003 annual programme	COM	2,500,000	447,458	375.0	375.0			
						IBRD	TUR/PHA/41/INV/81	Total phase-out of CFCs plan: 2004 annual programme	ONG	1,000,000	0	218.0	0.0			
						IBRD	TUR/PHA/44/INV/85	Total phase-out of CFCs plan: 2005 annual programme	ONG	750,000		150.0				
Uruguay	UNDP	Sector Plan - Aerosol				UNDP	URU/ARS/18/TAS/16	Total aerosol sector phase-out project (technical assistance)	FIN	53,999	53,999	16.0	16.0	0.0	0.0	
Venezuela	UNIDO	CFC phase out plan	6,240,555	1,035.0	0.0	UNIDO	VEN/PHA/42/INV/98	National CFC phase-out plan: 2004 work programme	ONG	1,895,062		0.0				
Zimbabwe	Germany	CFC phase out plan	280,000	0.0	0.0	Germany	ZIM/PHA/44/INV/29	Terminal phase-out management plan for CFCs (first tranche)	ONG	280,000		0.0				
Total			517,237,831	106,515	93,869					341,749,114	88,645,718	52,251	34,097	39,283	29,988	

Table 7: Countries with national or sector plans and in non-compliance or at risk of non-compliance

#	Country	NPP	TPMP	Sector Plans	Non-compliance cases ¹ or countries at risk of non-compliance ²
1	Albania	ODS			85% CTC
2	Antigua and Barbuda		CFC		
3	Argentina	CFC		Solvent	85% CTC
4	Bahamas		CFC		
5	Bangladesh	ODS			85% CTC TCA freeze 30% TCA
6	Bolivia			Foam	
7	Bosnia and Herzegovina	ODS			CFC Freeze 50% CFC TCA freeze 30% TCA
8	Brazil	CFC			
9	China			Accelerated Phase-Out Plans Foam Halon Tobacco Process Agent Refrigeration (Manufacturing/Service) Solvent	85% CTC 85% CTC
10	Colombia	ODS			
11	Croatia		CFC		
12	Cuba	ODS			50% CFC
13	Ecuador	CFC			50% CFC
14	Egypt			Solvent	
15	India	CTC		Foam Halon Refrigeration (Manufacturing/Service)	85% CTC
16	Indonesia			Aerosol Foam Refrigeration (MAC/Manufacturing/Service) Solvent	
17	Iran	CFC			50% CFC
18	Jamaica		CFC		
19	Jordan	ODS			
20	Kenya		CFC		
21	Korea, DPR	CTC		Refrigeration	85% CTC

#	Country	NPP	TPMP	Sector Plans	Non-compliance cases ¹ or countries at risk of non-compliance ²
22	Lesotho		CFC		
23	Lebanon	CFC			
24	Libya	CFC			
25	Malaysia	ODS			
26	Mauritius		ODS		
27	Mexico	CFC		Foam	
28	Nambia		CFC		
29	Nigeria	CFC		Solvent	
30	Pakistan	CTC			85% CTC
31	Panama	CFC			
32	Papua New Guinea		CFC		
33	Peru			Foam	50% CFC
34	Philippines	CFC			
35	Serbia and Montenegro	CFC			
36	Sri Lanka	ODS			85% CTC
37	Sudan	ODS			85% CTC
38	Syria			Refrigeration	
39	Thailand	ODS			
40	Trinidad and Tobago		CFC		
41	Turkey	CFC			
42	Uruguay			Aerosol	
43	Venezuela	CFC			
44	Zimbabwe		CFC		
	Total = 37 Countries	26 10 ODS 13 CFC 3 CTC	11 1 ODS 10 CFC	23	3 cases of non-compliance in 2 countries; 17 cases at risk of non-compliance in 14 countries.

- Note:**
1. Only applicable for freeze.
 2. The “85% CTC reference” for example means the country will likely not meet the January 1, 2005 obligation to reduce CTC consumption by 85%, in view of the latest consumption data reported being above that limit.

Table 8: NATIONAL AND SECTORAL PHASE-OUT PLANS: DOCUMENTATION RECEIVED

Country	Agency	Sector	Agreement Conditions regarding Verification and/or Annual Reporting	Date Approved	Project Document	Progress Report	Verification Report	Agency Notes	ExCom Decision
Albania	UNEP/UNIDO	ODS Phase-Out Plan	1) Reporting annually on the implementation of the annual implementation programmes; 2) Providing verification to the ExCom that the control targets listed in the Agreement and the associated activities have been met.	Apr-03	Yes				
Argentina	UNIDO	CFC Phase-Out Plan	The Country agrees to periodic evaluations, which will be carried out under the monitoring and evaluation work programmes.	Apr-04	Yes				
Argentina	UNIDO	Sector Plan - Solvent	1) Reporting annually on the implementation of all activities funded under the sector plan; 2) Providing verification to the ExCom annually that ODS consumption phase-out in the solvent sector has been completed based on the schedules in the agreement.	Dec-03	Yes				
Bahamas	IBRD	CFC Phase-Out Plan	1) Reporting annually on the implementation of the bi-annual implementation; 2) Providing verification to the ExCom that the control targets listed in the Agreement and the associated activities have been met.	Dec-01	Yes	2001-2003	2003		
Bangladesh	UNDP/UNEP	ODS Phase-Out Plan	Providing verification to the ExCom that the Targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the Annual Implementation Programme	Apr-04	Yes				
Bolivia	UNDP	Sector Plan - Foam	No Agreement for this project.	Nov-01	Yes	N/A	N/A		
Bosnia and Herzegovina	UNIDO	ODS Phase-Out Plan	1) Providing verification to the ExCom that the targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the annual implementation programme; 2) Reporting on the implementation of the Annual Programme commencing with the Annual Implementation Programme for the 2004 year to be prepared and submitted in 2005.	Dec-03	Yes	2004			
Brazil	UNDP/Germany	CFC Phase-Out Plan	1) Providing verification to the ExCom that the consumption targets listed in the Agreement and the associated annual activities have been met; 2) Reporting on the implementation of the annual implementation programmes commencing with the submission for the 2004 annual implementation programme to be prepared and submitted in 2003.	Jul-02	Yes	2002-2003 2004	2003		
China	UNIDO/Italy	Sector Plan - Domestic Refrigeration Manufacture	1) Providing annually on the implementation of all activities funded under the sector plan; 2) Providing verification to the ExCom annually that CFC consumption phase-out in the Domestic Refrigeration (Manufacturing) Sector had been completed based on the schedules listed in the Agreement.	Nov-02	Yes	2003			

Table 8: NATIONAL AND SECTOR PHASE-OUT PLANS: DOCUMENTATION RECEIVED

Country	Agency	Sector	Agreement Conditions regarding Verification and/or Annual Reporting	Date Approved	Project Document	Progress Report	Verification Report	Agency Notes	ExCom Decision
China	IBRD	Sector Plan - Process Agent	1) Providing a verification report to the ExCom bringing evidence that the target have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the Annual Programme; 2) Reporting on the implementation of the 2003 activities will be included in the 2004 Annual Programme. After 2004, the annual programmes will be include implementation status of all previous years' annual programmes.	Nov-02	Yes	2003	2003		
China	UNDP	Sector Plan - Solvent	1) China agrees to provide annual reports at the last calendar year meeting of the ExCom, consistent with their obligations under this Agreement; 2) Provide verification to the ExCom citing the phaseout targets and associated activities that have been met.	Mar-00	Yes	2000-2001 2002 2003-2004	2002 2003	The annual performance verification as required in the Agreement will be conducted only starting with the production and consumption level of 2001, to be carried out after the first quarter of 2002, when official data and records of production and consumption become available for the preceding year.	
China	UNIDO	Sector Plan - Tobacco	1) Conduct all necessary audits and verifications; 2) Reporting to the ExCom on implementation progress.	Dec-00	Yes	2001 2002 2003			
China	IBRD	Sector Plan - Foam	1) Reporting on the implementation of the annual implementation programmes to be included as part of each annual programme starting with the submission for the 2003 annual implementation programme prepared in 2002; 2) Providing verification to the ExCom that the control targets listed in the Agreement and the associated activities have been met.	Dec-01	Yes	2002 2003 2004	2002 2003 2004		
China	IBRD	Sector Plan - Halon	China agrees to establish a system to ensure accurate monitoring of the import, export and production (including in free trade zones), and to report regularly, consistent with the reporting and monitoring regime outlined in the Part I, Chapter V of the proposal contained in Doc. 23/11. China also agrees to allow for annual independent technical audits administered as directed by the ExCom to verify that annual halon production and consumption level are actually being met.	Nov-97	Yes	1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004	1999 2000 2001 2002 2003		

Table 8: NATIONAL AND SECTORAL PHASE-OUT PLANS DOCUMENTATION RECEIVED

Country	Agency	Sector	Agreement Conditions regarding Verification and/or Annual Reporting	Date Approved	Project Document	Progress Report	Verification Report	Agency Notes	ExCom Decision
Colombia	UNDP	ODS Phase-Out Plan	1) Providing verification to the ExCom that the targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the Annual Implementation programme; 2) Reporting on the implementation of the Annual Implementing Programme commencing with the Annual Implementation Programme for the year 2004 to be prepared and submitted in year 2005.	Dec-03	Yes				
Croatia	UNIDO/Sweden	CFC Phase-Out Plan	1) Reporting annually on the implementation of the annual implementation programmes; 2) Providing verification to the ExCom that the control targets listed in the Agreement and the associated activities have been met.	Apr-03	Yes	2003	2003	Verification Details Included in the Progress Report.	
Cuba	UNDP/Germany / France/Canada	ODS Phase-Out Plan	1) Providing verification to the ExCom that the targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the annual implementation programmes; 2) Reporting on the implementation of the Annual Implementation Programme of the preceding year and the Annual Implementation Programme for the year are to be prepared and submitted to the first meeting of the year.	Jul-04	Yes				
Ecuador	IBRD	CFC Phase-Out Plan	1) Providing verification to the ExCom that the targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the annual implementation programme; 2) Reporting on the implementation of the Annual Implementation Programme commencing with the Annual Implementation Programme for the 2004 year to be prepared and submitted in 2005.	Dec-03	Yes	2004	2004		
India	IBRD/France/ Germany/Japan	CTC Phase-Out Plan	Providing verification to the ExCom that the targets have been met and the achievement/progress of associated annual activities as indicated in the annual implementation programme.	Jul-03	Yes	2003		The Government of India will work closely with the World Bank and all co-implementing agencies to develop a verification framework for implementation of the Agreement for the CTC Phase-out Plan between India and the Executive Committee.	
India	UNDP/UNEP/ Germany/ Switzerland	Sector Plan - Refrigeration Servicing	1) Providing verification to the ExCom that the targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the Annual Implementation Programme; 2) Reporting on the implementation of the Annual implementation Programme commencing with Annual Implementation Programme for the 2004 year to be prepared and submitted in 2005.	Apr-04	Yes	2004			

Table 8: NATIONAL AND SECTOR PHASE-OUT PLANS: DOCUMENTATION RECEIVED

Country	Agency	Sector	Agreement Conditions regarding Verification and/or Annual Reporting	Date Approved	Project Document	Progress Report	Verification Report	Agency Notes	ExCom Decision
India	UNDP/UNIDO	Sector Plan - Refrigeration Manufacturing	1) Reporting on the implementation of the annual implementation programmes to be included as part of each annual programme starting with the submission for the 2003 annual implementation programme prepared in 2002; 2) Providing verification to the ExCom that the control targets listed in the Agreement and the associated activities have been met.	Nov-02	Yes	2003 2004			To note that disbursement of the funding approved for UNDP under subparagraphs (v) and (vi) above should not commence until verification of the 2003 sectoral consumption limits and related annual phase-out specified in the foam and refrigeration manufacturing sector plans had been completed through the provision of appropriate verification reports and agreement between the Secretariat and UNDP on their contents (Decision 44/38)
India	UNDP	Sector Plan - Foam	1) Reporting on the implementation of the annual implementation programmes to be included as part of each annual programme starting with the submission for the 2003 annual implementation programme prepared in 2002; 2) Providing verification to the ExCom that the control targets listed in the Agreement and the associated activities have been met.	Jul-02	Yes	2002-2003 2003-2004			To note that disbursement of the funding approved for UNDP under subparagraphs (v) and (vi) above should not commence until verification of the 2003 sectoral consumption limits and related annual phase-out specified in the foam and refrigeration manufacturing sector plans had been completed through the provision of appropriate verification reports and agreement between the Secretariat and UNDP on their contents (Decision 44/38)
Indonesia	UNDP/IBRD	Sector Plan - Refrigeration	Providing subsidiary reports for inclusion in an annual consolidated report on implementation, for submission to the Executive Committee, including verification that the relevant overall control targets listed in the Agreement have been met and programmed activities completed, starting with the 2003 annual implementation programme prepared in 2002.	Jul-02	Yes	2002-2003			To note that disbursement of the funding approved for UNDP and the World Bank for the refrigeration sector referred to at (e) above should not commence until verification of the 2003 sectoral consumption limits and related annual phase out specified in the refrigeration sector plan had been completed through the provision of appropriate verification reports and agreement between the Secretariat and relevant agencies on their contents (Decision 44/39)

Table 8: NATIONAL AND SECTORAL PHASE-OUT PLANS DOCUMENTATION RECEIVED

Country	Agency	Sector	Agreement Conditions regarding Verification and/or Annual Reporting	Date Approved	Project Document	Progress Report	Verification Report	Agency Notes	ExCom Decision
Iran	UNDP/UNEP/UNIDO/Germany/France	CFC Phase-Out Plan	1) Providing verification to the Executive Committee that the Targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the Annual Implementation Programme; 2) Reporting on the implementation of the Annual Implementation Programme commencing with the Annual Implementation Programme for the year 2004 to be prepared and submitted in year 2005.	Dec-03	Yes	2004			
Jamaica	UNDP/Canada	CFC Phase-Out Plan	1) Reporting annually on the implementation of the annual implementation programmes; 2) Providing verification to the ExCom that the control targets listed in the Agreement and the associated activities have been met.	Jul-02	Yes				
Jordan	IBRD/UNIDO	ODS Phase-Out Plan	The World Bank will be responsible for reporting annually on the implementation of all activities funded under the National ODS Phase out Plan; and providing verification to the Executive Committee annually, that ODS consumption phase-out in the National Phase-out Plan has been completed based on the schedules listed in the Agreement.	Nov-02	Yes				
Korea, DPR	UNIDO	CTC Phase-Out Plan	1) Providing verification to the Executive Committee that the Targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the annual implementation programme; 2) Reporting on the implementation of the Annual Implementation Programme commencing with the Annual Implementation Programme for the year 2004 to be prepared and submitted in 2005.	Dec-03	Yes				
Korea, DPR	UNIDO	Sector Plan - Refrigeration	None.	Jul-03	Yes	N/A	N/A		
Lesotho	Germany	CFC Phase-Out Plan	Germany will be responsible for reporting annually on the implementation of activities funded under the TPMP and providing verification to the Executive Committee annually that the CFC consumption reductions in the TPMP have been completed according to the schedule.	Dec-03	Yes				

Table 8: NATIONAL AND SECTOR PHASE-OUT PLANS: DOCUMENTATION RECEIVED

Country	Agency	Sector	Agreement Conditions regarding Verification and/or Annual Reporting	Date Approved	Project Document	Progress Report	Verification Report	Agency Notes	ExCom Decision
Libya	UNIDO	CFC Phase-Out Plan	1) Providing verification to the Executive Committee that the Targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the annual implementation programme; 2) Reporting on the implementation of the Annual Implementation Programme commencing with the Annual Implementation Programme for the 2004 year to be prepared and submitted in 2005.	Dec-03	Yes	2004	2004	Verification Details Included in the Progress Report.	
Malaysia	IBRD	ODS Phase-Out Plan	4. Malaysia agrees to ensure accurate monitoring of the phase out, and to report regularly, consistent with its obligations under the Protocol and this agreement. Malaysia also agrees to allow for independent technical audits administered by the implementing agency, a periodic mid term examination, every 2 – 3 years, to be administered as part of the annual work programme of the monitoring and evaluation of the Fund, and in addition, as may be directed by the Executive Committee to verify that annual consumption targets of Annex A, Group I, CFCs; 1,1,1-TCA; and CTC agreed in paragraph 2 are actually met.	Dec-01	Yes	2002 2003	2002 2003		
Mauritius	Germany	ODS Phase-Out Plan	Germany will be responsible for reporting annually on the implementation of activities funded under the TPMP and providing verification to the Executive Committee annually that the ODS consumption reductions in the TPMP have been completed according to the schedule.	Dec-03	Yes				
Mexico	UNIDO	CFC Phase-Out Plan	1) Providing verification to the Executive Committee that the Targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the annual implementation programme; 2) Report on the implementation of the Annual Implementation Programme of the preceding year and the Annual Implementation Programme for the year are to be prepared and submitted to the first meeting of the Executive Committee of the year.	Apr-04	Yes	2004		The CFC production data were audited and verified by independent auditors contracted by UNIDO.	
Mexico	UNDP	Sector Plan - Foam	To request UNDP to report on the status of implementation of this initial phase of the plan at its 38th Meeting.	Dec-01	Yes	Status Report	N/A		
Namibia	Germany	CFC Phase-Out Plan	Germany will be responsible for reporting annually on the implementation of activities funded under the TPMP and providing verification to the Executive Committee annually that the CFCs consumption reductions in the TPMP have been completed according to the schedule.	Dec-03	Yes				

Table 8: NATIONAL AND SECTORAL PHASE-OUT PLANS DOCUMENTATION RECEIVED

Country	Agency	Sector	Agreement Conditions regarding Verification and/or Annual Reporting	Date Approved	Project Document	Progress Report	Verification Report	Agency Notes	ExCom Decision
Nigeria	UNDP/UNIDO	CFC Phase-Out Plan	1) Providing verification to the ExCom that the consumption targets listed in the Agreement and the associated annual activities have been met; 2) Reporting on the implementation of the annual implementation programmes commencing with the submission for the 2004 annual implementation programme to be prepared and submitted in 2003.	Nov-02	Yes	2002-2003 2003-2004		Methodology for Audit: Currently there is no binding requirement for importers and exporters to provide import/export data to the Government. Thus developing a methodology for independent audit to verify consumption limits is proving to be difficult. Once the legislation is in place, it will be possible to have a methodology to verify the data for each year. In the meanwhile, some independent auditors are being identified and it is proposed to discuss the issue with them. Pending the finalisation and implementation of the legislation, UNDP proposes to suggest development of a sample audit procedure to understand whether such a procedure can come up with justifiable consumption verification.	1) To request UNDP to make provision in the 2004 annual implementation programme for development of methodology for an independent audit to be used to verify consumption limits for 2003 and subsequent years, as required under the agreement on the national CFC phase out plan (Decision 41/57); 2) To note that disbursement of the funding should not commence until the requirements of decision 41/57 had been met and verification of the 2003 sectoral consumption limits and related annual phase-out specified in the national CFC phase-out plan had been completed through the provision of appropriate verification reports and agreement between the Secretariat and UNDP on their contents (Decision 44/40).
Nigeria	UNIDO	Sector Plan - Solvent	UNIDO will be responsible for reporting annually on the implementation of activities funded under the project and for providing verification to the Executive Committee annually that the CTC and TCA consumption limits in the project have been achieved according to the schedule.	Jul-04	Yes				
Pakistan	UNIDO	CTC Phase-Out Plan	1) Providing verification to the ExCom that the targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the annual implementation programme; 2) Reporting on the implementation of the Annual implementation Programme commencing with the Annual Implementation Programme for the 2004 year to be prepared and submitted in 2005.	Dec-03	Yes	2004			
Papua New Guinea	Germany	CFC Phase-Out Plan	1) Reporting annually on the implementation of the annual implementation programmes; 2) Providing verification to the ExCom that the control targets listed in the Agreement and the associated activities have been met.	Apr-03	Yes				
Peru	UNDP	Sector Plan - Foam	No Agreement for this project.	Dec-01	Yes	N/A	N/A		

Table 8: NATIONAL AND SECTOR PHASE-OUT PLANS: DOCUMENTATION RECEIVED

Country	Agency	Sector	Agreement Conditions regarding Verification and/or Annual Reporting	Date Approved	Project Document	Progress Report	Verification Report	Agency Notes	ExCom Decision
Philippines	IBRD/Sweden	CFC Phase-Out Plan	1) Providing verification to the ExCom that the consumption targets listed in the Agreement and the associated annual activities have been met; 2) Reporting on the implementation of the Annual Implementation Programmes commencing with the submission for the 2004 annual implementation programme to be prepared and submitted in 2003.	Nov-02	Yes	2003 2004	2002 2003		
Serbia and Montenegro	UNIDO/Sweden	CFC Phase-Out Plan	1) Providing verification to the ExCom that the targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the annual programme; 2) Reporting on the implementation of the Annual Implementation Programme of the preceding year and the Annual Implementation Programme for the year are to be prepared and submitted to the first meeting of the year.	Jul-04	Yes				
Sri Lanka	UNEP/Japan	ODS Phase-Out Plan	1) Japan would be responsible for reporting annually on the implementation of activities funded under the national compliance action plan and for providing verification to the ExCom annually that the ODS consumption reductions in the national compliance action plan had been completed according to the schedule in the Agreement.	Jul-04	Yes				
Syria	UNDP/UNIDO	Sector Plan - Refrigeration Manufacturing	1) Reporting annually on the implementation of all activities funded under the sector plan; 2) Providing verification to the ExCom annually that CFC consumption phase-out in the Refrigeration (Manufacturing) Sector has been completed based on the schedules listed in the Agreement.	Nov-02	Yes				
Thailand	IBRD	ODS Phase-Out Plan	4. Thailand agrees to ensure accurate monitoring of the phase out, and to report regularly, consistent with its obligations under the Protocol and this agreement. Thailand also agrees to allow for independent technical audits administered by the implementing agency, a periodic mid term examination, every 2 – 3 years, to be administered as part of the annual work programme of the monitoring and evaluation of the Fund, and in addition, as may be directed by the Executive Committee to verify that annual consumption targets of Annex A, Group 1, CFCs; 1,1,1-TCA; and CTC agreed in paragraph 2 are actually met.	Dec-01	Yes	2002 2003 2004	2002 2003		
Trinidad and Tobago	UNDP	CFC Phase-Out Plan	1) Report annually on the implementation of the two action programmes; 2) Providing verification to the ExCom that the control targets listed in the Agreement and the associated activities have been met.	Jul-03	Yes				

Table 8: NATIONAL AND SECTORAL PHASE-OUT PLANS DOCUMENTATION RECEIVED

Country	Agency	Sector	Agreement Conditions regarding Verification and/or Annual Reporting	Date Approved	Project Document	Progress Report	Verification Report	Agency Notes	ExCom Decision
Turkey	IBRD	CFC Phase-Out Plan	1) Reporting on the implementation of the annual programmes to be included as part of each annual programme starting with the submission for the 2003 annual implementation programme prepared in 2002; 2) Providing verification to the ExCom that the control targets listed in the Agreement and the associated activities have been met.	Dec-01	Yes	2002 2003 2004	2001-2002 2002-2003 2003-2004		
Uruguay	UNDP	Sector Plan - Aerosol	No Agreement for this project.	Nov-95	Yes	N/A	N/A		
Venezuela	UNIDO	CFC Phase-Out Plan	1) Providing verification to the ExCom that the targets have been met and associated annual activities have been completed as indicated in the annual implementation programme; 2) Report on the implementation of the Annual Implementation Programme of the preceding year and the Annual Implementation Programme for the year are to be prepared and submitted to the first meeting of the year.	Apr-04	Yes	2004			

Annexe II

Liste des éléments d'évaluation et des questions essentielles

On trouvera ci-après une liste des éléments d'évaluation et des questions essentielles qui doivent être approfondis par des visites sur le terrain.

I. Éléments essentiels de l'évaluation

- a) De quelle manière le pays a-t-il pris en main la direction des opérations ?
- b) Y a-t-il un changement marqué dans la manière dont s'effectue la collaboration entre les agences d'exécution et les pays dans le cadre des nouvelles modalités?
- c) Ces modalités permettent-elles un meilleur régime de gestion pour les PME et le secteur des services ? Si oui, pourquoi ?
- d) Comment ces nouvelles modalités ont-elles facilité la création des mesures/réglementations nécessaires en temps utile ?
- e) Comment cette souplesse nouvellement acquise a-t-elle été utilisée, et apporte-t-elle une aide ou une valeur ajoutée ?
- f) Une amélioration de la gestion des programmes est-elle observée (coordination des rôles des divers acteurs – Unités de gestion de projet, UNO, centres de coordination, intermédiaires financiers et hauts fonctionnaires) ?
- g) Lorsque plusieurs agences d'exécution participent, le concept d' « agence principale » fonctionne-t-il ? Si non, pourquoi ?
- h) L'intervalle de temps s'écoulant entre l'approbation des fonds et les décaissements est-il un problème ou un avantage ? Faudrait-il consacrer des efforts à la réduction de cet intervalle ? Si oui, que peut-on/doit-on faire ?
- i) Les rapports de vérification rédigés par les vérificateurs indépendants sont-ils suffisamment détaillés et fiables pour justifier le financement de la tranche suivante ?
- j) Les lignes directrices concernant les PNE sont-elles utiles ou ont-elles besoins d'être actualisées ? Si oui, lesquelles et comment ?
- k) Les instruments économiques tels que droits d'accise et droits d'importation ont-ils été utilisés pour modifier le rapport de prix entre les SAO et leurs produits de remplacement ?
- l) Le plan d'élimination a-t-il permis d'avancer plus vite que les étapes fixées par le Protocole de Montréal ?
- m) Existe-t-il un risque de non-respect s'agissant des futures obligations en matière d'élimination ?
- n) Quels sont les enseignements tirés de l'expérience qui peuvent servir à la conception et à la mise en œuvre des futurs PNE et PGEF ?

II. Analyse des avantages revendiqués des nouvelles modalités

- a) Les nouvelles modalités ont-elles intensifié l'élimination dans le secteur des services ? Si oui, comment ?

- b) Quelle est l'opinion du pays sur l'intervalle de temps qui s'écoule entre l'approbation des fonds et leur décaissement ?
- c) Les nouvelles modalités ont-elles intensifié les « acquisitions » des parties prenantes ? Comment ?
- d) Les nouvelles modalités ont-elles intensifié les efficacités ? Si oui, comment ?
- e) L'enveloppe de fonds prévisibles a-t-elle joué un rôle positif ? Si oui, comment ?
- f) Les nouvelles modalités ont-elles aidé les unités de gestion/UNO à obtenir un appui du gouvernement ?
- g) La collaboration entre les divers ministères et diverses institutions gouvernementales a-t-elle été facilitée par les nouvelles modalités ?
- h) Quels sont les inconvénients, le cas échéant, associés aux nouvelles modalités ?

III. Analyse des unités de gestion de projet

- a) Qui fait partie de ces unités, avec quel rôle et quelles responsabilités ?
- b) Comment se définit la répartition du travail entre cette unité de gestion, l'unité d'ozone et les intermédiaires financiers, et comment cela fonctionne-t-il ?
- c) La gestion intégrée du programme (c'est-à-dire la coordination des rôles des différentes parties prenantes) fonctionne-t-elle bien ?
- d) Quelles sont les répercussions des règles et procédures des agences d'exécution sur les résultats (positifs ou négatifs) de l'unité de gestion du projet ?
- e) Les nouvelles unités de gestion utilisent-elles les expériences des agences d'exécution en matière d'acquisition et de recrutement, ou bien font-elles leurs propres expériences ?
- f) A-t-on bien compris que la ponctualité et la qualité de la communication des données est une tâche importante pour l'unité de gestion, et qu'elle a des conséquences sur les évaluations des performances du personnel ?
- g) Existe-t-il des responsabilités et des conséquences bien nettes en cas de mauvais résultats ?

IV. Décaissement

- a) S'il y a des retards à cause de la législation ou des achats de matériel, pourquoi n'ont-ils pas été anticipés et incorporés au plan de travail et aux données relatives à la trésorerie ?
- b) Faut-il essayer de réduire l'intervalle de temps ? Si oui, que pourrait-on/devrait-on faire ?
- c) Les pressions exercées pour accélérer les décaissements ont-elles entraîné des achats de matériel en excédent des besoins ?
- d) Quel est le meilleur moyen d'éliminer de telles mesures incitatives perverses (si elles existent) ?

V. Dispositions concernant la flexibilité

- a) Comment les pays utilisent-ils les dispositions concernant la flexibilité inscrites dans les accords ?
- b) Les dispositions concernant la flexibilité ont-elles affaibli le rôle directeur des agences d'exécution ?
- c) Les rôles historiques des principaux acteurs (intermédiaires financiers, etc.) ont-ils changé à la suite de la nouvelle modalité et de la flexibilité ainsi fournies ? Si oui, de quelle manière ?
- d) Quel pouvoir ou responsabilité est confié(e) à l'agence principale dans le contexte des dispositions concernant la flexibilité ?

VI. Questions concernant les données et leur communication

- a) Quel est le rôle de l'unité de gestion et celui de l'UNO s'agissant de la communication annuelle des données et de leur vérification ?
- b) Comment est abordée l'exigence de vérification indépendante ?
- c) Comment procède-t-on au rapprochement entre les données des douanes et celles des autres entités ?
- d) Que peut-on faire pour améliorer le degré de confiance associé aux données présentées pour justifier la tranche suivante ?

VII. Coordination, Collaboration et apprentissage mutuel

- a) Quelles sont les pratiques actuelles de liaison (au sein du gouvernement, avec l'ensemble des multiples parties prenantes et avec les autres pays de la région) ?
- b) Des protocoles d'accords ont-ils été signés entre les ministères (exemple : douanes et ministères de l'environnement afin de travailler ensemble et de préciser les tâches de chacun) ?
- c) Des contacts ont-ils été établis jusqu'ici entre les pays importateurs et les pays exportateurs en vue de limiter les exportations à une liste agréée d'importateurs ? Si non, pourquoi ?
- d) Le pays a-t-il admis la nécessité d'appliquer des restrictions aux exportations aussi bien qu'aux importations ?